Vol 17 # 30 • Du 24 au 30 Janvier 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00




1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

# ARIEL HENRY JOUE-T-IL AVEC LE FEU ?




Voir page 3

Les agents de la BSAP restent solidaires avec le directeur de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP), Jeantel Joseph, et sont prêts à forcer le Premier ministre Ariel Henry à démissionner du pouvoir

# VILLA D'ACCUEIL FLAMBANT NEUVE !



Voir page 4

Avec l'occupation de ce bâtiment flambant neuf, les occupants illégaux du pouvoir du peuple ne vont pas aisément partir de bon gré....




1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com



# Le peuple s'exprime, le pouvoir réprime !

**Par Berthony Dupont**

C'est par la mobilisation, la grève et la désobéissance civile que les masses populaires de plusieurs provinces haïtiennes disent enfin : trop, c'est trop ! Elles en ont marre de la déstabilisation programmée, de la liquidation des services publics, de la destruction de leurs droits les plus élémentaires, de la situation désastreuse et de la décomposition accélérée de la vie. Le peuple n'en peut plus !

Les revendications expriment l'aspiration des masses laborieuses à trouver des solutions aux problèmes qui les assaillent, notamment, l'insécurité grandissante et la corruption tous azimuts au sein de l'appareil d'Etat. Le pays subit les conséquences d'une pauvreté endémique, d'un chômage de masse, d'un manque d'accès aux soins sanitaires, cumulées avec la présence de groupes armés pratiquant l'enlèvement contre rançon.

En ce moment, de violentes attaques de la part du gouvernement illégitime et illégal sont pratiquées avec pour objectif de combattre la révolte du peuple, par le seul fait, que celui-ci entend faire tomber le système décadent en cours. C'est en ce sens qu'à mesure que la mobilisation s'amplifie la répression devient de plus en plus violente. Les forces gouvernementales tirent sur les manifestants avec des armes automatiques, tout en lançant des gaz lacrymogènes à profusion.

Un déploiement massif des forces de police a été organisé simplement pour faire taire  la ville de Ouanaminthe en ébullition. On a pu constater la répression policière s'abattre sur les manifestants avant même qu'ils ne commencent à manifester. Ces interventions répétées de la police contre les mobilisations relatives au comportement du régime explique clairement ce qui s'est passé dans le département de la Grand-Anse particulièrement dans la localité de Dame-Marie où, une répression implacable s'abat sur tous ceux n'applaudissant pas aux crimes du régime. En revanche, ce qui est encore plus étrange, sous les yeux des forces de la police nationale, des bandits notoires proches du nouveau Délégué départemental, récemment installé, ont ouvert le feu dans la matinée du 22 janvier 2024 sur une foule se préparant à contester le régime de facto.

Le bilan de ce coup répressif est porté à 3 morts et des dizaines de blessés parmi les militants des quartiers populaires. Cette attaque gratuite de la milice gouvernementale témoigne aussi de la fébrilité et de la peur du pouvoir de facto que dirigent le Premier ministre Ariel Henry, son aide de camp André Michel et consort.

On comprend alors, le profil bas de la police dans la gestion de l'insécurité et du combat contre les bandits,  travaillant sans doute tous les deux pour la même classe dominante et ayant la même mission qui consiste à réprimer les masses en lutte. En ce moment, il s'agit d'une véritable guerre qui est menée contre la population pour éteindre ses aspirations politiques et l'expression de ses attentes.

Cette explosion de violence répressive n'a d'autre objectif : mater la rébellion populaire pour essayer d'asseoir le pouvoir des nantis et des gangsters. Ce gouvernement réactionnaire  a lancé une attaque ouverte contre différentes populations qui n'ont qu'un seul tort, celui d'avoir faim et soif de changement et que seul un processus révolutionnaire actif contre ce système peut le garantir. Cette répression est le seul outil derrière lequel l'État haïtien peut se cacher, car elle révèle son rôle de force d'occupation de sa propre population.

Avec le cynisme le plus total, Ariel Henry et sa clique sont prêts à tout, y compris à mettre le pays à feu et à sang pour se maintenir au pouvoir. C'est tout le fil de ce régime répressif mis en place par Washington qui se déploie contre les masses ouvrières qui ne demandent rien d'autre que ses conditions d'existence, indignes, inhumaines soient changées. Elles veulent simplement briser la spirale d'effondrement social organisé par les capitalistes et ce gouvernement qui est à leur service.

Dans cette conjoncture, le peuple n'a pas besoin d'élections, car elles ne peuvent changer quoi que ce soit. Le capitalisme, creusant les inégalités entre les classes dominantes et les classes populaires, responsable de la catastrophe que nous vivons, est irréformable. Pour toutes ces raisons, il est impératif que l'action de révolte entreprise par la mobilisation populaire des paysans doive se poursuivre jusqu'à son aboutissement. Ces paysans pour qui, l'espoir de sortir de la nuit de l'exploitation et du sous-développement, est devenu une réalité, cet espoir doit être porté à un point de non retour face aux agents des puissances impérialistes.

Comment peut-on imaginer que le potentiel d'énergie qu'a dégagé le soulèvement populaire puisse rester inemployé sans soutien de ceux qui prétendaient accompagner les masses vers un lendemain meilleur ?  Si tel devait être le cas, cela signifierait en effet, que ces courants politiques acceptent comme inéluctables la mise sous tutelle du pays et préfèrent tendre la main à l'ennemi pour faire échec à la résistance populaire.

Toutes ces manœuvres pouvaient tout bonnement retarder la révolution, mais ne pourront guère éteindre sa flamme. De jour en jour, elle ne cessera de se construire davantage tout en redoublant d'effort et de sacrifices. Une révolution ne s'arrête pas à coup de crimes organisés et de répressions.  Elle va jusqu'au bout... jusqu'à ce que les systèmes changent, les hommes aussi... c'est un peu la crainte de ce gouvernement décrié, vomi par le peuple.

À la répression sauvage succède la justice du peuple. Il est inutile de rappeler que la révolution vient à peine de commencer et même quand le pouvoir corrompu, discrédité réprime le peuple, la révolution populaire en marche ne s'arrêtera jamais !

# Ariel Henry joue-t-il avec le feu !



Des agents de la BSAP accompagnant Guy Philippe aux Gonaïves




Jeantel Joseph dans les rues de Hinche au milieu d'une foule de manifestants le 23 janvier 2024



Le directeur de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP), Jeantel Joseph

Par Marie Laurette Numa

Le Premier ministre de facto Ariel Henry vient de procéder à la révocation de Jeantel Joseph directeur général de l'Agence nationale des aires protégées (ANAP), qui dirige les agents de la Brigade de Surveillance des Aires Protégées (BSAP).

Quelle sera la suite de cette révocation qui illustre clairement que le Premier ministre se sent menacé et joue le tout pour le tout pour sauver ses arrières et conserver le pouvoir mal acquis que le peuple lui demande de lui remettre.

Ariel vient de commettre une attaque pas seulement contre la BSAP mais également contre le peuple qui depuis la construction du canal d'irrigation sur la rivière Massacre, est en alliance avec Jeantel Joseph.

N'est-il pas évident de rappeler que l'affrontement entre Ariel et Jeantel avait commencé à propos de la construction du canal. Quand le ministre de l'environnement James Cadet, déclarait dans une correspondance à Jeantel *« la présence des agents de la BSAP représente une menace pour la sécurité nationale »*. C'était clairement une façon pour le Premier ministre Ariel de forcer la démobilisation des agents de la BSAP qui surveillent les travaux de construction du canal sur la Rivière Massacre. Projet impopulaire que Jeantel a catégoriquement refusé tout en profitant de le dénoncer comme un acte de trahison du gouvernement à l'égard du peuple et du pays en particulier.

Depuis lors, il y a une guerre froide entre le pouvoir et le gouvernement que la présence de Guy Philippe en alliance avec le peuple va contribuer à dégénérer davantage. Et dans la même veine, la BSAP ellemême suite à sa participation active sur le Canal entamait une relation d'amour avec la population haïtienne et même la diaspora qui lui a apporté de grands soutiens. En ce sens, Ariel n-a-t-il pas lui-même accéléré le mouvement de son déchoucage en mettant de l'huile dans le moteur en marche de la révolution.

Le reproche de la population au gouvernement, pourquoi donc, il laisse en paix les gangs qui les terrorise, les assassine, les kidnappe et fait feu de tout bois pour mettre fin aux agents de la Bsap qui avec leurs faibles moyens apportent leur solidarité agissante aux masses populaires ?

Au moment où le gouvernement de facto publiait dans le journal officiel du pays, Le Moniteur, l'arrêté mettant fin au service du directeur de l'Agence Nationale des Aires Protégées (ANAP), Jeantel Joseph, ce dernier était dans les rues de Hinche au milieu d'une foule immense de manifestants, accompagnée des agents de la BSAP, exigeant le départ du Premier Ministre Ariel Henry en l'appelant à démissionner avant le 7 février 2024 . Par ailleurs, une commission composée de cinq membres a été mise en place par le pouvoir de facto pour restructurer l'agence.

Dans plusieurs villes du pays, la BSAP entre en rébellion ouverte contre le gouvernement et manifeste actuellement les armes à la main dans les rues du pays.

Par ailleurs, de grandes manifestations populaires ont été annoncées pour le mercredi 24 janvier 2024 dans plusieurs villes du pays aussi bien qu'à la capitale, Port-au-Prince.

# Scandale Judiciaire en Haïti : Le Mandat du Juge DIMANCHE Dévoilé et Critiqué

Par Pascale Lamarre

Un scandale judiciaire secoue Haïti, impliquant le juge AL DUNIEL DIMANCHE. La légitimité de son mandat a été fortement remise en question, soulevant des inquiétudes majeures au sein du système judiciaire haïtien et audelà.

**Contournement de la Procédure Réglementaire**

Le premier point de discorde concerne le contournement de la Direction Centrale de la Police Judiciaire (DCPJ) par le juge DIMANCHE. Ce contournement constitue une violation manifeste des procédures standard. Les directives d'INTERPOL stipulent que toute demande de mandat international doit passer par les autorités nationales compétentes, comme la DCPJ. En omettant cette étape cruciale, le juge DIMANCHE a enfreint ces protocoles, jetant un doute sérieux sur la validité de son mandat.

**Absence de Preuves Convaincantes**

Un deuxième aspect tout aussi préoccupant est l'absence de preuves solides à l'appui du mandat émis. Les mandats d'INTERPOL doivent être fondés sur des preuves substantielles démontrant une cause probable. Si le juge DIMANCHE n'a pas pu fournir de telles preuves, cela remet en question la légitimité de sa demande de mandat international.

**Réactions et Conséquences**

Selon l'Agence de presse PrimaNews (ACP), Steven Kavanau, Directeur Caraïbes d'INTERPOL, a exprimé de sérieuses réserves quant à la légalité de ce mandat. Qualifiant l'action du juge Dimanche d'illégale et irrecevable, il a souligné l'importance des procédures strictes d'INTERPOL pour prévenir les manipulations politiques. Kavanau a également critiqué le juge pour avoir contourné la procédure normale, qui exige que tout mandat passe d'abord par le commissaire du gouvernement et le chef de la poursuite avant d'atteindre la DCPJ.

En réponse à cette controverse, le Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire (CSPJ) envisage des mesures disciplinaires contre le juge DIMANCHE. Ces mesures reflètent la gravité de la situation et l'engagement des autorités judiciaires haïtiennes à maintenir l'indépendance et l'intégrité du système judiciaire, tout en respectant les procédures légales et les droits fondamentaux des citoyens.

Conclusion

Ce scandale met en lumière les défis auxquels est confronté le système judiciaire en Haïti, notamment en ce qui concerne le respect des procédures légales et la protection des droits individuels. L'affaire du juge DIMANCHE est un rappel de l'importance de la conformité aux normes internationales et de la nécessité d'une vigilance constante pour préserver l'intégrité de la justice.

Soyons plus sérieux mes frères!!! Tout ce qui mérite d'être fait se doit d'être bien fait et conforme aux normes établies.

**Cordialement,**
**Pascale Lamarre**
**Activiste**
**HaitiWatch**

# Pour l'histoire et la vérité!



Berto Dorcé

Par Berto Dorcé



Mme Windelle Coq

Lorsque j'étais ministre de la Justice, j'ai appris que Mme Windelle Coq et John Joël Joseph se cachaient dans l'une des maisons de Josué Pierre-Louis à Tabarre. J'ai alors appelé le DG de la PNH, Frantz Elbe pour qu'il les arrête. Le DG a exprimé sa volonté de les arrêter, mais Josué Pierre-Louis a tout fait pour l'en empêcher. C'est cela que j'ai été révoqué. On m'a dit que je devais informer Ariel Henry avant de prendre toute décision relative à l'assassinat de Jovenel Moise.

Le coureur de jupons Josué Pierre-Louis, de concert avec le ministre des Finances, a débloqué plus de 30 millions de gourdes pour permettre à John Joël Joseph de fuir le pays vers la Jamaïque. Dieu soit loué, il a été arrêté. Tôt ou tard, la vérité éclatera.

Windelle Coq se cache toujours chez Josué Pierre-Louis.

**Berto Dorcé av,**
**Ancien ministre de la Justice et de la sécurité publique**

# La Villa d'Accueil flambant neuve !




**Discours de circonstance de Ariel Henry à la relance des activités de la Primature à la Villa d'accueil**

Par Isabelle L. Papillon

Le gouvernement de facto du Premier ministre Ariel Henry a finalement accompli quelque chose dans le pays. Depuis son accession à la Primature, c'est la première œuvre de ce gouvernement à savoir finaliser la réparation des locaux de la Villa d'Accueil situé à Musseau. Ce bâtiment qui a été gravement endommagé lors du tremblement de terre du 12 janvier 2010.

Cette réparation revêt une importance inestimable pour les saltimbanques au service des puissances tutrices ennemies d'Haïti. Cependant pour nous tourner en dérision, elles se font appeler pays amis d'Haïti. En fait avec de tels amis et de tels chorgnards au pouvoir, Haïti n'a pas besoin d'autres ennemis.

Pour l'édification de nos lecteurs, voici une courte histoire de ce lieu nommé : «[...] *Villa d'Accueil, ancienne résidence privée du colonel Marcaisse Prosper, chef de la police sous la présidence de Paul Eugène Magloire (1950–1956). Devenu président en 1957, François Duvalier fait de la Villa d'Accueil la propriété de l'Etat. 23 ans plus tard Jean-Claude, fils de François Duvalier devenu président y séjourne durant les week-ends avec son épouse Michèle Benett. A la chute des Duvalier en 1986, la Villa d'Accueil fut placée sous surveillance des Forces Armées d'Haïti avant de devenir résidence présidentielle sous Leslie Manigat (Février-Juin 1988) puis lieu de réunion entre le pouvoir et la Communauté internationale en 1991, un accord porta même son nom en 1992*».

Ces travaux de réaménagement ont été financés à hauteur de 2,5 millions de dollars par le Fonds PetroCaribe et le Trésor Public.

C'est dans une atmosphère de classe qui n'a rien à comparer à ce que la population fait face quotidiennement, que les hommes au pouvoir ont festoyé le lundi 22 janvier 2024, la réouverture du Villa d'Accueil où l'on va réinstaller la Primature.

Elle a fait le bonheur et la fierté du PM Ariel ainsi que sa clientèle politique, car en fait de réalisation, il vient selon eux faire un pas dans la bonne direction. Il ne s'agissait pas, en effet, de la construction d'un bâtiment pouvant recueillir les principaux citoyens sans abri vivant dans les rues. Non, loin de là !

En cette circonstance, une cérémonie officielle a eu lieu le lundi 22 janvier 2024 en présence du premier ministre Ariel Henry, des membres de son gouvernement et également ceux du Haut Conseil de la Transition pour célébrer cet exploit qui sans doute rentrera pour eux dans les grands faits et événements historiques du pays.

Au cours de son discours de circonstance, le Premier ministre n'a pas manqué de se louanger « *C'est donc avec plaisir et une certaine fierté que nous revenons maintenant à la Villa d'Accueil. Un lieu prestigieux qui cadre bien avec le protocole d'État. En y installant les bureaux de la Primature en ce début d'année, nous voulons lancer un signal fort pour réaffirmer pour les uns et les autres la volonté et la détermination du gouvernement de mettre en branle le processus de reconstruction des structures de l'État*»

La preuve que l'équipe en place est là pour rester, Ariel a osé déclarer « *Nous devons au moins entamer la reconstruction du Palais national, d'un palais législatif pour accueillir le sénat et la chambre des députés et pour loger convenablement les différentes administrations qui sont aujourd'hui éparpillées dans des immeubles de location* » Ce ne sont pas les mots d'un gouvernement intérimaire qui devrait déjà remettre le pouvoir à une autre administration légitime, légale et constitutionnelle, mais il semble que ce n'est pas le cas.

Ariel a profité de cette occasion pour signaler au peuple qui manifeste dans les rues en lui demandant de lui remettre les clés de la Primature « *Le temps n'est pas à la division, mais à la concertation. Le temps n'est pas lié aux querelles intestines pour un pouvoir éphémère mais à l'union de nos frères et sœurs. Le temps n'est pas à la violence, mais à la paix et à l'entente. Ce sont là des conditions essentielles pour créer la stabilité et la prévisibilité indispensable pour attirer des investissements et les nombreux emplois qui nous font tant défaut*»

« Installé à la Villa d'accueil en ce début d'année nous dit Ariel, est un signal fort envoyé pour réaffirmer la volonté de son gouvernement à mettre en branle le processus de reconstruction des structures de l'Etat ».

Il est tout à fait clair, avec ce bâtiment flambant neuf pour que leurs copains viennent s'installer pour bambocher, les occupants illégaux du pouvoir du peuple ne vont pas aisément partir de bon gré, si ce n'est par la force violente, le rouleau compresseur du peuple qui les déguerpira et les chassera du pouvoir.

## AVIS DE DIVORCE

Par Ces Motifs, le Tribunal après en avoir délibéré au vœu de la loi et sur le réquisitoire conforme du Ministère Public, maintient le défaut octroyé à l'audience Civile de Divorce du lundi seize Mars deux mille vingt (2020) contre la défenderesse, Madame Alexandre Mefort, nèe Rosemarie Louijean, pour le profit adjuge les Conclusions de la partie demanderesse et en conséquence, admet le Divorce du Sieur Alexandre Mefort, d'avec son épouse Rosemarie Louijean, prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, pour incompatibilité de Caractère, renvoie les parties par-devant l'officier de l'Etat Civil de Hinche pour la transcription du présent jugement dans les registres destinés à cet effet et délivrer aux parties leur acte de Divorce, Commet l'Huissier Arôme Gauthier pour la signification du présent jugement, tant à la défenderesse qu' à l'officier de l'Eétat Civil de Hinche aux fins de droit. Ainsi jugé de nous, Me Vernet Simon, Av, Doyen du Tribunal Civil de Hinche en audience civile de Divorce du Lundi trois Novembre deux mille vingt ( 3 Nov 2020) en présence de Me Odania Blanc Avocat, substitut du Commissaire du Gouvernement et avec l'assistance de Me Wilfrid Ely, Greffier de ce siège. Il est ordonné à tous Huissiers sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux Officiers du Ministère Public près les Tribunaux Civils d'y tenir la main à tous Commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter mains fortes lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la Minute du présent jugement est signée du juge et du Greffier susdits. Hinche, le 19 Janvier 2024, Me Wilkinson Siméon, Avocat. NB.- première publication.

## AVIS DE DIVORCE

Par ces Motifs, le Tribunal, sur les conclusions du Ministère Public, maintient le défaut octroyé contre Mirlaine JN GILLES à l'audience précitée, pour le profit déclare fondée ladite action, admet en conséquence le Divorce du sieur Musset ROMAIN d'avec son épouse Mirlaine JN GILLES, pour injures graves et publiques aux torts de l'épouse. Prononce la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux, ordonne à l'officier de l'État Civil de la Commune d'Aquin de transcrire sur les registres à ce destinés, la disposition du présent jugement, dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la Capitale sous peine de dommages intérêts envers les tiers, s'il y échait, compense les dépens. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Osmond CASTOR, av., Juge en audience civile et Publique en date du seize avril deux mille vingt, en présence de Me Vanna MANE, substitute du Commissaire du Gouvernement de ce ressort, avec l'assistance du Greffier Jean Claude Novembre. Il est ordonné… En foi de quoi... ect.

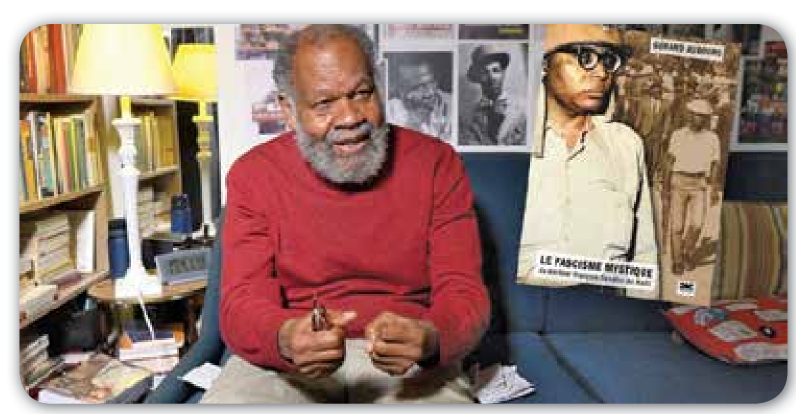
## AVIS JUDICIAIRE

Le Tribunal après en avoir délibéré conformément à la loi, jugeant en ses attributions civiles et à charge d'Appel, ce Jugement par défaut, se déclare compétent pour connaitre l'action possessoire, maintient la Dame Marlaine Jean sur sa possession de cet emplacement, fait injonction aux cités de ne plus mettre pieds sur la possession de la requérante, condamne les cités Ronald Jean, Wilfrid Valbrun, Esemelia Jean et Elirose Antoine à payer Vingt-quatre mille gourdes (24.000 Gdes) de dommages intérêts aux frais et dépens de la procédure. Donné de nous, Me Abias Jeune, Av, juge de Paix suppléant de la Commune de Maïssade, assisté de son Greffier du siège Me Anadin JORZE, à l'audience du 28 décembre deux mille Vingt- deux (2022), An 219ème de l'indépendance à dix heures du matin. Il est ordonné à tout huissier et agent de la force publique sur ce requis de mettre le présent jugement à exécution, aux officiers du Ministère Public, près les Tribunaux civiles d'y tenir la main forte à Tous commandants et autres officiers de la force Publique d'y prêter la main lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la minute du présent Jugement est signée du juge et du Greffier. Ainsi signé: Me Abias JEUNE, Av, Juge de Paix Suppléant, Me Anadin JORZE, Greffier. NB - Première Publication. Hinche le 22 Septembre 2023. Me Walner Michel Avocat.

## AVIS JUDICIAIRE

Par ces Motifs, tous autres à suppléer de droit, d'office et d'équité : le Tribunal jugeant à charge d'appel et au nom de la République au regard des articles 1168, 1169 du code civil du C.C et 49 du CPC, se déclare compétent en adjugeant toutes les conclusions prises dans l'acte introductif d'instance en accordant le défaut pris contre le cité Wilbert Bossa au profit du Requérant Berthony Bossa. Tous les frais et dépens sont à la charge du cité Wilbert Bossa. Et à poursuivre sous toutes les formes le Cité Wilbert Bossa, sa mère et son frère Ronick Bossa, en cas D'assassinat et autre à l'encontre de Berthony Bossa et famille. Ce en considération relativement lié aux dispositions sous les formalités légales à remplir en réaction aux parties. Ainsi jugé et prononcé par nous, Me Leonel Denizard, juge de paix, assisté de Me Augustin Joseph Gerson, Greffier en audience civile publique au pissessoire du lundi 31 Octobre deux mille vingt-deux, An 219ème de l'indépendance. Il est ordonné à tous Huissiers sur ce requis de mettre en exécution ce présent jugement, à tous Commandants et autres Officiers de police, argents de la force publique d'y prêter mains Fortes, et au Commissaire du Gouvernement, protecteur de la masse Paysanne de tenir la main , lorsqu'ils en seront légalement requis. En foi de quoi, la Minute de ce présent jugement est signée du juge de paix et le Greffier susdits. Fait à Hinche, le 19 Janvier 2024. Me Therlange Bastia, Avocat

# Décès à Paris du Pr Gérard Aubourg, figure des intellectuels haïtiens en Europe !




**Le professeur Gérard Aubourg**

Par Wiener Kerns Fleurimond

Le visage qui symbolisait l'intelligentsia haïtienne en Europe, vient de s'effacer. Cette figure de proue, emblématique des intellectuels haïtiens de la diaspora, capable, sans réfléchir, de sortir des citations de n'importe quel grand auteur connu ou méconnu de la littérature de tous les siècles, nous a quittés par un bel après-midi d'hiver à Paris. Il faisait moins 4 degrés Celsius. Il s'appelait Gérard Aubourg. Un nom ! Un personnage ! Je connaissais peu, sinon pas assez, la vie du professeur Gérard Aubourg qui vient de prendre le sentier le conduisant vers l'Orient Éternel, pour prétendre le décrire en profondeur.

Je laisse cette besogne herculéenne à ses anciens voisins, condisciples et camarades communistes des années 60 et 70, de la rue des Casernes à Port-au-Prince, parmi lesquels, Pr Paul Baron, William Gibbs. En revanche, je l'ai fréquenté suffisamment au Quartier latin, précisément au Café de La Sorbonne, à la Place du même nom où il avait ses habitudes et où nous déjeunions quasiment chaque semaine, si ce n'était à mon bureau au Parti socialiste, où il venait me prodiguer ses précieux conseils. J'ai fait la connaissance de Gérard Aubourg au cours des années 80, depuis et jusqu'à ce voyage dans l'au-delà, notre amitié n'a jamais failli. D'ailleurs, n'est-ce pas Cicéron qui disait *« Il n'y a point d'amitié plus douce que celle qui naît de la sympathie des caractères. »* (1) Je pleure sa disparition. Avant tout, c'est devant sa famille, particulièrement, son épouse Marie Claude, d'une gentillesse et d'un sens de l'hospitalité dont aucun mot ne peut expliquer la profondeur ; sa fille unique, Célia, que j'ai vue grandir au Café du Luxembourg, et ses petits-enfants, que je me prosterne pour présenter toutes mes condoléances après l'ultime voyage de leur être le plus cher et le plus aimant que le Grand architecte leur avait gratifié ici-bas.

Très peu de nous savait, réellement, que maître Aubourg était souffrant jusqu'à rendre l'âme le jeudi 18 janvier 2024. Ce d'autant plus qu'il nous a accompagnés durant les deux jours du salon du livre haïtien de Paris tenu la première semaine de décembre 2023, manifestation littéraire et culturelle au cours de laquelle son dernier ouvrage : « *Enfin André Breton vint en Haïti et la liberté se mit débout : Le surréalisme face au fascisme* » publié chez CIDIHCA, a été présenté au public. D'où la surprise, pour certains, en apprenant la triste nouvelle. En vérité, je ne crois pas que je trouverai les verbes et l'effort pour rendre, en peu de mots, un hommage mérité et dire un ultime adieu à celui qui fut et restera pour moi un des fondateurs de mes pensées politiques, philosophiques et intellectuelles. Comment et avec quel langage celui qui a été longtemps l'un de ses disciples peut-il dresser ou camper le portrait de cette icône de l'intellectualisme haïtien à Paris ?

L'un des plus grands que je connaisse et à qui je voue, depuis notre première rencontre, je me rappelle très bien, au Café Le Cercle, sur le boulevard Saint Michel, un respect à la limite d'un esclave à l'égard de son maître. A Paris et en Normandie, en dehors des professeurs d'université que j'ai fréquentés, j'avais la chance d'avoir deux savants haïtiens qui m'avaient pris en charge et m'ont formé : Dr Fritz Pierre, mon mentor, et, bien entendu, professeur Gérard Aubourg, mon maître. Les deux se livraient un duel amical sur mon compte, c'est à qui des deux je suis ou j'étais le plus proche. Si Dr Fritz Pierre, par caractère et tempérament, garde toujours le calme et le sens de l'équilibre, jamais un geste ou un mot pouvant laisser croire que j'étais plus proche de lui, tel n'était pas le cas de Gérard Aubourg. Avec son franc-parler et soucieux de tous mes faits et gestes, il ne se privait point de souligner sa proximité avec moi. Un antagonisme qui dura jusqu'au bout. Pourtant, dans ce partage des rôles où j'ai eu la chance d'être l'épicentre, chacun de mes deux protecteurs a une place bien définie : Avec Fritz, c'est une relation paternelle, le confident. Gérard, c'était l'initiateur, le conseiller. En clair, les deux sont complémentaires à ce que je suis devenu. De Paris à Port-au-Prince en passant par New-York, partout où je suis, j'ai toujours gardé un lien d'amitié fort et indissoluble avec ces deux éminents intellectuels qui, avec ma famille, constituent le socle de ma vie. C'est Platon dans *Les fragments* qui disait : *« L'amitié, c'est une bienveillance réciproque qui rend deux êtres soigneux l'un du bonheur de l'autre(2) »*. Aujourd'hui, je pleure le départ de l'un d'eux, le géant Gérard Aubourg, l'homme extraordinaire, l'humaniste qui dirigeait mes pas sur les chantiers. Il était devenu un « tout » pour moi, plus qu'un ami : un parrain, c'est-à-dire, celui qui m'enseignait, m'accompagnait et guidait mes pas vers l'autel des hauts lieux et des Cercles insoupçonnés de la connaissance et de la spiritualité à Paris. Un frère, il veillait sur ma formation générale et s'occupait de mon apprentissage des choses et des êtres. Enfin, mon maître, pour le suivi de tout ce qu'il m'a inculqué comme on fait pour un apprenti et un novice.

Pour moi, Pr Aubourg, comme je l'ai toujours appelé, était ce Temple. En Haïti, l'on dira un « Mapou », un « Poto mitan » où je revenais, après chaque absence, me ressourcer et à chaque doute, faire le plein d'idées avec des conseils sur tels et tels ouvrages de philosophie et de société de l'ancien temps. En fait, l'homme à qui je rends, à qui nous rendons tous hommage après son passage vers la vallée de la mort, s'engageait, dès sa plus tendre enfance dans son pays natal, pour l'épanouissement intellectuel, politique, social de l'homme haïtien, ses semblables. Pendant que son frère Roger Aubourg périt au cachot de Fort-Dimanche du *Fascisme mystique du Dr François Duvalier en Haïti*, titre de son brillantissime et colossal ouvrage que j'ai eu l'honneur de présenter à sa demande, il réfléchissait à la possibilité de libérer son pays du joug de la dictature. Justement, en présentant ce magistral ouvrage, publié par l'éditeur Frantz Voltaire du CIDIHCA, il y a deux ans, j'avais noté que le Pr Gérard Aubourg est un personnage complet. Un dictionnaire ambulant. Un érudit. Difficile de faire un portrait de ce Pape du savoir ayant une mémoire exceptionnelle.

Il fut un hypermnésique (3)! En effet, ce fils d'Haïti qui a fui la dictature de son pays vers les années 60 après avoir accompli auparavant un cycle d'études complet, était arrivé en France avec la ferme intention de poursuivre deux objectifs : compléter son CV d'une panoplie de diplômes à la Sorbonne et peaufiner son militantisme politique pour abattre le pouvoir duvaliérien. Parallèlement, il mena les deux fronts. Ainsi, sous la direction du grand professeur Pierre Vilar, il devint docteur en histoire économique, après avoir obtenu des licences en sociologie, en droit des affaires, etc. En réalité, Gérard Aubourg ne vivait que pour les livres, de fait, il devint un rat des bibliothèques parisiennes qu'il n'a jamais quittées en dépit de sa bibliothèque personnelle. Ce fut une Encyclopédie vivante. Une bibliothèque mobile ! Comme je l'avais écrit, cet intellectuel fut un concentré de savoir et de connaissance qui a acquis ses lettres de noblesse au rang de l'intelligentsia française et haïtienne.

De Paris à Montréal et Port-au-Prince, quand on parle des figures d'intellectuels haïtiens dans les Cercles de société savante, le nom du Pr Aubourg est en première ligne. Mais, cet homme cultivé, scientifique même, ancien professeur de Sciences économiques et sociales en France, ne s'arrêtait pas à contempler les ouvrages et citer les grands auteurs des siècles passés et contemporains qu'il connaissait du bout des doigts. Bien avant de devenir l'homme de lettres que nous connaissions, il a eu un autre vécu. Une autre vie. Plus mouvementée qu'on ne le soupçonnait. L'enfant de la rue des Casernes était surtout un militant politique de premier ordre et ce, durant des décennies en Haïti et en France. Membre du syndicat étudiant, l'UNEH (Union Nationale des Étudiants Haïtiens) avec notamment, Paul Baron, Guy et Delano Gilbert, Léon Auguste, etc.

Gérard Aubourg ne cessa jamais de militer. Il a même terminé sa vie adhérent du Parti socialiste français, c'est dire… (rire). Alors que son oncle, Michel Aubourg, occupe le poste le plus envié du régime de François Duvalier, ministre de l'Intérieur et de la Défense nationale durant huit années sans interruption, Gérard, lui, jeune étudiant, est l'un des dirigeants du PPLN (Parti Populaire de Libération Nationale). Un parti politique marxiste-léniniste des années 50-70 qui complota contre ce régime répressif. Par miracle, il s'en est échappé de justesse et est parti pour un exil sans retour. Le récit de ce départ rocambolesque d'Haïti donne déjà le frisson. Ce militant de gauche, marxiste léniniste ensuite maoïste, ce combattant pour un idéal dans lequel il croyait jusqu'à son dernier souffle, l'a amené à rencontrer tous les grands leaders du socialisme haïtien et aussi du monde au cours de cette période où l'insouciance juvénile et l'engagement politique marchèrent de pair.

Gérard Aubourg demeura attaché toute sa vie aux idées socialistes. Il le disait lui-même, il était de la vieille école, celle qui n'abandonnera jamais ses convictions pour plaire aux soi-disant bien-pensants d'aujourd'hui. Autant cet homme de principe, pour ceux qui le connaissaient, était une « grande gueule » possédant une voix de stentor, autant il ne faisait pas l'étalage de ses rencontres avec les grands personnages du communisme et du socialisme international. J'étais resté sans voix quand un jour, chez lui, au boulevard Saint Marcel dans le 5e arrondissement de Paris, il m'a présenté un album de photos d'un autre âge. Ce document historique, puisque c'en est un, recouvre de photographies du jeune Gérard en compagnie de leaders politiques de légende, réalisées lors de voyages en Chine à l'époque de Mao Zedong et d'autres en Europe de l'Est à l'époque dite soviétique ou de l'URSS.

Aubourg n'était pas un pédant, ni celui qui s'adonnait à la flagornerie encore moins aimant se vanter des relations qu'il a eues durant son parcours de militant communiste avec les grands dirigeants du socialisme mondial. Jamais il n'en a fait état. Il préféra dire qu'il n'était qu'un simple militant au service d'une organisation politique qui militait pour une cause que lui croyait juste. Dommage, il n'avait pas pensé à publier, de son vivant, sa biographie illustrée de cette série de photos historiques avec des personnages aussi célèbres que Mao lui serrant la main et d'autres chefs communistes lui donnant des accolades un peu partout en Europe de l'Est à l'époque de Léonid Brejnev en URSS. Mais, aux termes de cette vie mouvementée et riche, Gérard Aubourg était, comment l'oublier, un animateur hors-pair, un personnage haut en couleur. Flamboyant. L'homme qui animait à Paris le Club informel des intellectuels haïtiens. C'est au Quartier latin, plus exactement, à l'ancienne brasserie dénommée Le Luxembourg, à l'angle du boulevard Saint Michel et du Rond-point éponyme que la renommée et la réputation du Pr Aubourg se sont faites.

L'histoire de ce groupe d'intellectuels remonte au moins fin année 50 début 60 avec pour chefs de fil, Me André Méhu et Dr Fritz Pierre au Café Capoulade à la rue Soufflot, à deux pas du Panthéon dans le 5e arrondissement de Paris. Avant son installation à la Brasserie Le Luxembourg, le groupe a déménagé à plusieurs reprises mais restant toujours dans le même périmètre situé au cœur du quartier des grandes Écoles et des Universités, notamment, la Sorbonne. De Capoulade, ces intellectuels se retrouvent à La Crêperie, puis au Le Départ et enfin au Mahieu toujours dans ce quadrilatère comprenant les rues Saint Jacques, Soufflot, Gay-Lussac et bien entendu boulevard Saint Michel, le cœur battant du Quartier latin. C'est au Mahieu, que Gérard Aubourg a intégré le groupe en 1965 et sans tarder, par son charisme, il allait en devenir le leader. L'affluence de plus en plus des étudiants haïtiens dans ce lieu devenu trop exigu rendait problématique la poursuite des débats. Gérard Aubourg et toute l'équipe ont décidé alors de migrer vers la Brasserie Le Luxembourg où l'accueil, l'espace, la convivialité et l'ambiance donnaient un autre cachet aux rencontres hebdomadaires qui se tenaient chaque samedi entre 16 et 22 heures. Devenu incontournable pour les intellectuels haïtiens de Paris et parfois des étrangers, le Club du Luxembourg, sous la houlette du Pr Gérard Aubourg, devenait très vite célèbre, pas seulement pour la Communauté haïtienne.

La presse parisienne, s'étant intéressée aux débats que menaient ce qu'on appelle les « Intellos haïtiens du Luxembourg », venait produire des articles et des reportages, notamment, le quotidien *Le monde*, et le dernier en date, l'hebdomadaire *Politis,* en 2004. Mais, les « Intellos haïtiens du Luxembourg » c'est avant tout, un homme, une voix, un ténor, une figure : il s'appelle Gérard Aubourg. Durant plus de quarante ans, il tenait la barre. Chaque samedi, il trônait au Perchoir. Parfois, il est le premier à s'installer pour accueillir les visiteurs de passage en attendant que le reste de la troupe arrive pour des débats sans fin mais relevant de l'actualité sociopolitique française mais surtout, voire souvent, haïtienne. Passage obligé de tout homme ou femme politique et intellectuel haïtien de passage à Paris, le Club haïtien du Luxembourg recevait tout le monde. Sous la baguette du Pr Aubourg, une pléiade d'intellectuels de tout horizon et de toute discipline, parmi les plus assidus : Dr Daniel Talleyrand et son épouse Annie, elle-même médecin, Dr Yves Dougé, Dr Fritz Pierre, Pr Paul Baron, Dr Paul Jean François, Pr Henock Franklin, les journalistes Maguet Delva et Wiener Kerns Fleurimond, Pr Yopane Thiao, l'économiste Waner Cadet, l'historien d'art Carlos Célius du CNRS, Red, Pr Anne Marty Roy, Pr Jacques Gourgue, l'ex-capitaine Elliott Roy, Pr Edgar Numa, etc, discutent, font et refont les gouvernements d'Haïti, depuis Paris, à leur manière.

Ils observent aussi le monde qui se métamorphose sous leurs yeux. Mais, l'homme vers qui tous les regards se tournent se nomme Gérard Aubourg. Il mobilise la parole, il attaque, il rouspète, il s'énerve. Bref, il jouait sa comédie. C'était aussi ça ce lecteur infatigable qui n'écoutait quasiment que radio *France culture*. Sans Gérard Aubourg, le Club des intellectuels haïtiens du Luxembourg à Paris n'existerait pas. Il le savait, il en profitait pour mettre tout le monde au rang. Parfois, on enregistrait des clashes entre les participants. Les non-initiés de passage dans ce temple où l'on se donnait à cœur joie et sans pitié ne comprenaient pas ces engueulades entre des amitiés vieilles de vingt, trente, quarante ans voire plus. Mais n'ayez crainte, tout se passera bien et finira autour d'un verre. Le fidèle, le chef d'orchestre Gérard Aubourg est aux commandes, tout le monde connaît sa manie, ses coups de gueule, sa sincérité, son humanité et aussi ses faiblesses.

On le laisse faire. On se tait parfois, si ce n'était lui qui impose le silence. La prochaine fois, l'on prendra les mêmes et l'on recommencera. Gérard Aubourg était un habitué et une référence de Cercles savants où les successeurs de Denis Diderot et de Jean Le Rond D'Alembert poursuivent désespérément l'écriture de l'Encyclopédie. Quand il n'était pas dans des agapes à la GLNF (Grande Loge Nationale de France), à la rue Christine-de-Pisan à Paris 17e, il assistait à une présentation culturelle donnée par un groupe d'Haïtiens quelque part en banlieue parisienne. C'était aussi l'homme de la rue des Poissonniers, Labat, Suez, dans les quartiers pauvres du 18e arrondissement de Paris. Il fréquentait les commerces haïtiens de ce quartier populaire, y déjeunait parfois avec des amis dans les restaurants haïtiens de ce 18e où tous les immigrés semblent trouver leur salut. Ami de tout le monde, maitre Aubourg, comme l'appelaient ses compatriotes en France, était un homme ouvert au dialogue, prompt à donner ses conseils à ceux qui lui en demandaient.

Enfin, Pr Gérard Aubourg aimait passionnément son pays natal, Haïti, qu'il a visité tant de fois après la chute de la famille Duvalier et où il avait énormément d'amis. Né à Port-au-Prince le 26 février 1938, ses parents étaient originaires du Sud d'Haïti, Les Cayes et Arniquet. Aujourd'hui encore, les Aubourg est une famille connue et respectée dans le département. Les obsèques du Pr Gérard Aubourg auront lieu le jeudi 25 janvier 2024, précédée d'une veillée funèbre organisée le mercredi 24 à l'AGECA, 177, rue de Charonne, Paris 11e par la Communauté haïtienne afin de lui rendre un dernier hommage. Il reposera au caveau familial au cimetière de la petite commune de Louin dans le département des Deux-Sèvres, en France. (**WKF**)

Notes

Cicéron, *Traité des devoirs*, 44 av. J.-C.

[2] Platon, *Les fragments*, IVe siècle

[3] Syndrome donnant à une personne la capacité de se souvenir très précisément et sans effort de chaque jour de sa vie à partir d'un moment spécifique de son enfance.

# Moun nwa pa ka kretyen : Tafa gaye wonn nan!


Tafa Mi-Soleil

J. Fatal Piard

*Mwen pa ta ka Ayisyen*
*M pap janm fout kretyen*

**Gason Manno**

« ***Mwen pa ta ka nwa epi pou m ta kretyen*** ». Se pawòl verite sou manman tanbou petwo sa a Manzè Tafa fèk lage kou yon ponyen piman bouk nan grenn je alyene mantal ki kite blan kriminèl fè yo kwè Zezi te mouri pou yo sou bwa kalvè. Kòm yo kwè nan fab sa a yo tankou timoun ki kwè nan Tonton Nwèl, yo dakò kite vakabon ak bandi ak bib jis li fè yo kriye san kriye matyè ki fè yo kwè yo se kretyen. Men Tafa pa premye moun ki di koze verite sa a ki boule anpil la nan grenn je èsklav mantal yo.

Sèl grenn konpetans kretyen esklav mantal yo, yo maton anpil nan vale vèsè ki gen koulè anipilasyn nan tout bib yo. Se sa k fè yo rele yo konsomatè vèsè san sans. Si w ta bezwen yon kretyen ba w Bwa Kale nèk di l tout bib ti Malis yo, se manyèl manipilasyon yo ye. Menm lè ou ta montre yo kote ki fè kwè Zezi mouri yon dat diferan chak lane. Aaaa, tout se bobin pou yo. Yo pito vide kò yo atè tonbe jape tout lajounen tout lannwit pou jis Zezi vini lè ti poul fè dan.

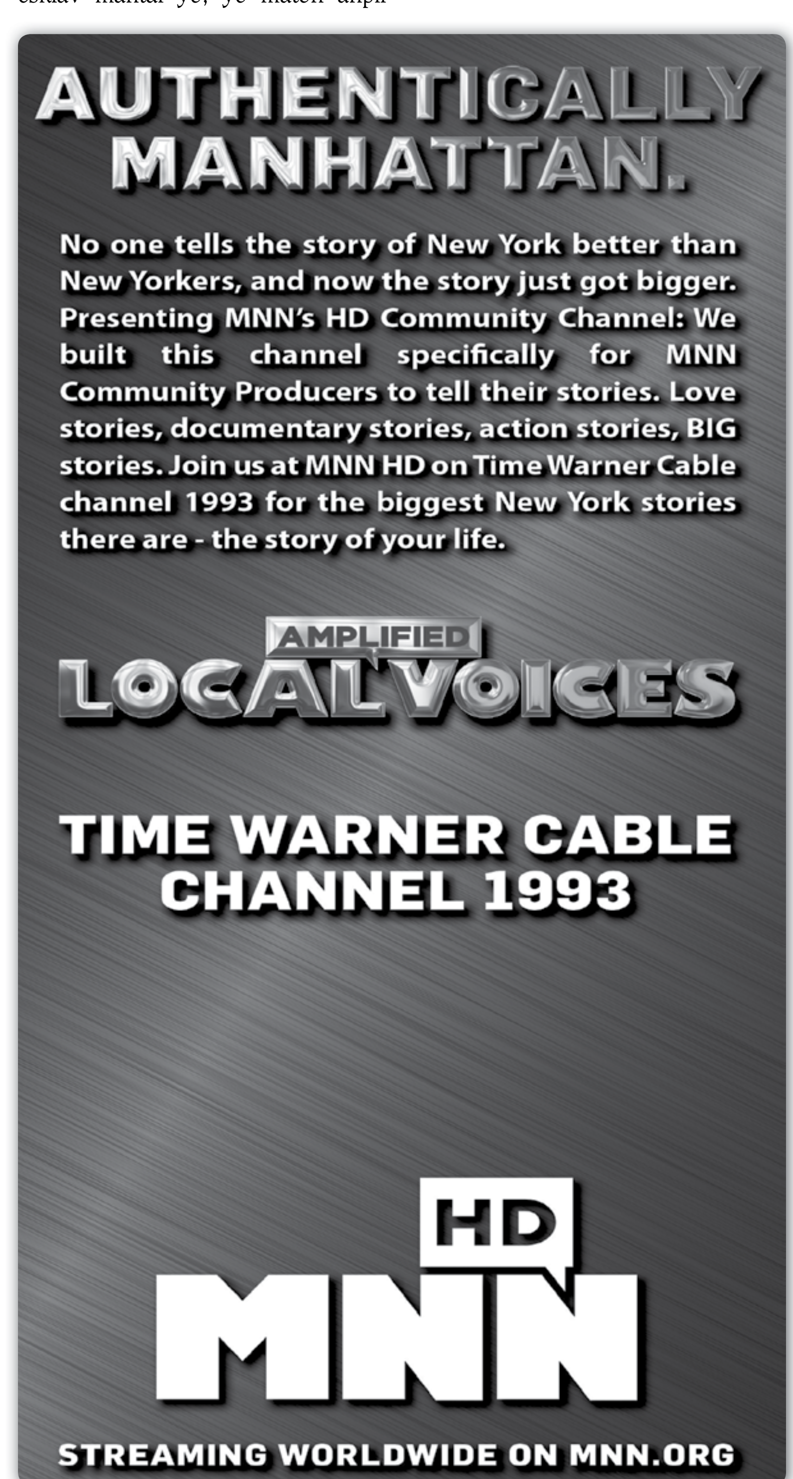
Detan sa a y ap resite sòm nan apokalips pou ba w madichon pou w al kankannen nan flanm dife lanfè krèy dye Izrayèl yo bati kòm pi gwo prèv lanmou yo gen pou pitit yo. Pou koze ki di moun nwa pa ka kretyen an, sa fè plis pase 50 lane depi Manno Chalmay te di gwo verite sa a. Epi se yon senp kesyon bon sans ak bon konsyans ka fè w kouprann depi w se moun nwa ou pa ka kretyen. E depi w soufri kansè k rele kretyen an, ou pap janm ka moun.

Epoutan kretyen bò katedral te pran pòz yo pat tande lè gason Manno t ap di koze sa a. Jis an 2024 Tafa sèlman fè yon rapèl sa Manno te di nan yon chante 50 lane anvan. Epi sa w tande a krèy alyene mantal yo bay pou kretyen bò katedral yo pran kakaye sou tout do kay pay vetivè nan fon lakou melanje ak vwa gwo chen k ap jape lè yo wè lougawou dèyè kay la nan plen lannwit. Wouy, wouy, kretyen merilan an yo pran lave dèyè ti manzè ak flonn bave kowona k ap koule nan bouch tiyo yo, nan lang vipè yo a.

Pastè raketè, pastè trafikan ògàn, pastè trafikan zam, pastè k nan konplo pou sasinen prezidan, tout gen tan tounen ti Zezi nan po krab. Se pa ni de ni twa lapide yo pa lapide Tafa ak vèsè madichon k sot nan lestomak labou lòdè sous piyant yo a. Yo lapide ti manzè a ak yon milya gwo bokit giyon madichon pèsekisyon tout koulè tout gwosè men wòtè men lajè. Men tou kretyen yo konprann fèy listwa bliye zak yo te fè tankou enkizisyon, gè kwazad, gè relijyon, jenosid sou Tayino yo.

Kretyen yo se pou n konnen fèy listwa toujou fè n sonje bèt sovaj yo bay pou kretyen yo te toujou maton nan boule moun tou vivan. Nèk retounen nan paj listwa ki pale sou epòk enkizisyon nan plizyè peyi an Ewòp. Anplis al gade epòk lagè relijyon kote kakatolik ak potestan pase 36 lane youn ape bay lòt Bwa Kale 24/24. Anplis, nan lokazyon 13 Kapay Rejete an Ayiti se pa ni de ni twa moun kretyen kriminèl san fwa ni lwa pat kankannen tou vivan… Nan non Zezi sitirè yo a.

Pi devan n ap vin ak lis 13 Kanpay Rejete kretyen yo. Men m pat janm konnen kretyen te gen laboratwa ki pwodui grenn betiz sal konsa 24/24. Se lè sa a m rive wè Tafa se yon bon jan ponpye. Li nèk rale bougon mayi k te bouche dèyè kretyen bò katedral yo voup. Sa w tande a yo tonbe bade moun devan dèyè tribò babò anwo kou anba ak delij okabine santi di. Mèsi anil Tafa pou bèl dekouvèt sa a. w fè kretyen yo tire fe datifis ak dèyè yo. Ayibobo Manbo Tafa.




Kèk deklarasyon

« ***Lè m tande Tafa ki di pawòl sa a, mwen mande èske l konnen dimansyon deklarasyon sa a l fè a ? E, si l ta konnen vrè sans ak pwofondè koze sila a. Si se vre, sa ta vle di Tafa pa sèlman yon senp chantèz. Men sa vle di ti manzè tou pase pou yon gwo etnosyològ ki pa rate anyen menm yon ti pwèlyèm nan obsève tout sa k ap pase nan sosyete n nan. Anpil eksperyans montre nan kominote evanjelik la, ki bay tèt yo doktora kòm kretyen yo, lafwa bò katedral lakòz yo gen yon parès entèlektyèl*** ».

Se konsa yon obsèvatè analize bèl deklarasyon Tafa fè a ki lakòz tout kretyen bò katedral yo fè estwòk pwostat ak fibwòm la pou la. Obsèvatè a rapwouswiv pou l fè remake parese sèvèl kaka kalbas sa a lakòz yo plis reflechi ak anba pla pye yo sèlman. Kalib refleksyon kretyen soudevlope sa a yo pa janm depase de naratif ki gen koulè enbesilite ak lòdè rans sèlman. Men sa naratif kretyen bò katedral yo toujou di sèlman.

***« Men Zezi Zwif yo nan papòt la. Si w pa konvèti fon lanfè tèt dwat*** ». Youn nan enbesil a bib yo pa konnen chaje lòt relijyon tankou Jidayis, Endouyis, Islamis, Boudis. Yo chak gen krèy pwofèt lamayòt pa yo y ap tann depi 4.2 milya lane. Sa a se youn nan pi bèl refleksyon m jwenn sou Fesbouk. Moun ki ekri tèks sa a rapouswiv pou l fè n konprann kouman viris kretyènte bay yon kansè tout sosyològ yo rele alyenasyon mantal. Kalib alyenasyon sa a lè l vin twò rasi l fè w vin zonbi.

Lè n gade byen, se kansè alyenasyon an menm ki anpeche yo kesyone orijin kretyènte sa a menm blan kolon yo vin kwoke nan gagann frè n ak sè n yo tankou zo reken anpwazonnen. Malerezman kretyen san memwa a yo bliye twò vit blan kolon yo pa moun vre e yo pa gen zantray. Paske se menm blan kretyen sa a yo ki te konn antere zansèt nou yo tou vivan pase siwo nan tèt yo pou fwomi vin devore yo jiskaske yo trepase nan gwo soufrans san konparezon.

Enben, pil milya grenn betiz m wè kretyen zeziyis machann betiz ki gen depo betiz yo di Tafa fè m ba l rezon a 1000%. Reyaksyon grenn betiz kretyen zeziyis betizè bò kakatedral yo sa demontre aklè pa gen anpil kretyen ki ka founi yon rezon lojik ki ka demontre l gen bon jan rezon ki fè l fyè pou l pran ochan kòm kretyen nan seremoni lafwa ak kwayans. Ayisyen alyene èsklav mantal gen plizyè kòz ki ka fè l kwè l se kretyen. Sa m pi renmen ak kretyen yo fin li bib yo tèt anba yo konprann yo konprann tout bagay nèt. Epi syantifik la li 20.000 liv. Li konnen l pa ko janm konn anyen nan anyen. L fèk kare li.

Men, kretyen ou pa, pesonn pa fouti fè n bliye dividal krim, masak, enjistis, gagòt, deblozay, eskonbrit blan kretyen fè sou zile sa a depi 1492 kote yo te bay 10 milyon Tayino Bwa Kale nan non Zezi yo a. Dayè, anpil eksperyans montre aklè lè w se kretyen w pa gen sèvo ankò pou w reflechi tankou moun nòmal. Yon senp ekzanp n ap konprann byen fasil. Se ka sitou enfliyans lantouray ki ka mete l nan kretyen paske l fèt nan yon fanmi ki kite etranje fè l kwè l se kretyen pou sinistre k fin fè vè. Yo toujou gen yon gwo depo Zezi anba bra yo pe vin ofri w tout junen.

Kretyen de hèl. « Ayisyen kwè l se kretyen se paske blan an gen yon presyon y ap fè sou mantal nou ak yon koze lanfè pou n evite ak yon paradi pou n al fè gwo gagòt jan n pi pito 24/24. Sa vle di tou se yon aza ki fè w kretyen. Si menm aza sa a te fè w fèt an Iran ou Irak se Mizilman Chiit ou Sounit w t ap ye. Si w te fèt an Enn w t ap Edouyis Si w te fèt nan peyi Tibè w t ap Boudis. Si w te fèt menm peyi ak Zezi w t ap Jidayis.

Men lejou nou deside fè bonjan rechèch sou orijin kretyènte vre, n t ap bay Tafa rezon? Sèke jou nou eseye wè pil grenn betiz sa k rele tèt yo kretyen yo deplòtonnen disèt longè sa montre kouman yo gen bon jan doktora nan pwofesyon yo rele enbesilite w jwenn nan tout relijyon yo. Se sitou sa k pral fè n bay tafa rezon l nan de pla menm l tou? Li t ap enpòtan pou nou pa pran bèl pawòl Tafa a yo nan premye degre. Si kretyen te vle konnen ki sa k blan kretyen an se pou yo al li tout 3 Kòd Nwa nonm Kòlbè Janbatis la te ekri 1 an 1685 1 an 1723 1 an 1724. Istwa yo la manyè li yo.

Men, malerezman pi fò pou n pa di 98% nan kretyen zeziyis yo se sitou nan dimansyon ki pi ba ke premye degre a refleksyon l ka rive sèlman. W pa ka mande kalib kretyen bò kakatedral yo pou yo fè okenn refleksyon ki gen aspè syantifik, sosyolojik, psikolojik, etnolojik, metafizik istorik. Non non non ! Reflèks kretyen kondisyone pou yo li soti nan Jenèz rive nan Apokalips. Sèl pwofesyon yo se fè maketin pou paradi ak lanfè sèlman. Nan tèt yo, menm blan ki pap ba w viza pou w al lakay li a. l ap voye pwòp blan parèy li vin montre w chimen paradi. Enbesil a bib ak dyab se marasa.

**Ki jan w fè vin kretyen?**

Èske n te konnen, Vodou Ayisyen an sibi 13 Kanpay Rejete. Yon kanpay Rejete se yon Dechoukay an mòd Bwa Kale kretyen kriminèl yo te fè pou kwape Vodou ak tout Vodouyizan an yo. Kanpay Rejete tèt koupe ak sa kretyen yo te fè epòk emkizisyon kote yo t ap plede mache boule moun tou vivan depi 1307 an Frans. Kisa Kanpay Rejete vle di : Kanpay Rejete se yon aktivite Bwa Kale legliz kolon kretyen yo te kite nan peyi a fè pou kwape Vodouyizan.

Se nan gwo konfyolo Leta Ayisyen ak Vatikan yo te koumanse gwo kanpay pèsekisyon kont Vodou a an Ayiti depi zak sasinay yo te fè sou Papa Nanchon an. Nan epòk la Leta ak kretyen mache touye Vodouyizan, Ougan ak Manbo yo. Legliz mare konfyolo ak Leta pou akize menm pye mapou ak pye figye sou baz sipèstisyon. E yo te gen baryè lib pou yo fè zak sa a yo nan tout peyi a nèt. Malfèktè a bib yo di se bagay mal sèlman y ap fè.

Reprezantan Zezi yo di Vodou ak Papa Dyab se marasa. Yo menm di pye mapou ak pye figye yo se kay dyab. Ebyen se sou baz akizasyon jwèt tè sa a yo kretyen te mache boule ak touye anpil kay Vodouvi yo nan non Zezi, papa Zezi, Manman Zezi ak tou malentespri k nan menm kò gang legliz yo. Nan lokazyon 13 Kanpay Rejete kretyen yo boule anpil perestil, koupe tout gwo pyebwa tankou mapou, figye, ak anpil lòt ankò. Nan konsa Ayiti pèdi plis pase 300.000 pye bwa.

13 Kanpay Rejete

Se vre sa ka rive krimsyanis la pa pote anyen serye pou okenn sosyete sou Zile n nan pran 1492 rive jis jounen jodi a kote yo te bay piplis pase 10 milyon Tayino Bwa Kale sou Zile a. Men pou sa k rele laboratwa ki pwodui viris ki bay kansè k rele rayisman an se san repwòch. Kansè rayisman an tèlman pran jarèt nan chak gout san kretyen yo sòti 17 oktòb 1806 rive 17 fevriye 1986 yo fè 13 epizòd Bwa Kale Leta nan kòday ak legliz fè kont Vodou a.

Dapre sa Dasas Cheltom fè n konnen nan yon tèks li pibliye sou paj fesbouk li men lis ak dat 13 kanpay rejete avoka ak patizan krimsyanis yo fè pou kwape Vodou a. Malgre sa Vodou a la pi rèd nan tout boul figi yo 24/24. 17 oktòb 1806 restan ban kolon kretyen èsklavajis yo fè konplo ak legliz kakatolib yo sasinen Papa Nanchon an ki se Anperè Jan Jak Desalin gran jounen. 1846-1847, se te 2zyèm kanpay rejete sou Jan Batis Riche.

1859-1867 se te 3zyèm kanpay rejte sou Fab Nikola Jefra. 1874-1876 se te 4yèm kanpay rejte sou Michèl Domeng 1876-1879, 5yèm kanpay rejete sou Bwawon Kanal. 1911-1912, 6yèm kanpay rejete sou Sensinatis Lekont. 1912-1913, 7yèm kanpay rejete sou Tankrèd Ogis. 1915-1922, 8yèm kanpay rejete sou Sid Datignav. 1922-1930, 9èm kanpay rejete sou Lwi Bòno. 1930-1941, 10èm kanpay rejete sou Estenyo Vensan. 1941-1945, 11yèm kanpay rejete sou Eli Lèsko. 1950-1957, 12yèm kanpay rejete sou Pòl Ejèn Maglwa.

13zyèm kanpay rejete Bwa Kale a se te 17 fevriye 1986 sou Anri Nanfi. Tout se sou lòd Leta ak Vatikan Vodou a te te sibi 13 Kanpay Rejete ki se Dechoukay Vodou. E Leta souflantchou Ayiti te genyen nan dat sa a yo toujou kore pil krim sa a yo. Lojikman Vodou nou an pa ta dwe la ankò apre 13 gwo kanpay rejete. Men sa sa blan ran pòz li pa konnen pesonn pa fouti disparèt yon kilti ki djanm kou Vodou Ayisyen an. Mouche blan kretyen pou depi jou w peche chache dechouke Vodou. Malgre sa w wè l toujou la tou limen nan batwèl machwè w 24/24. Konsèy nou ta ba w bay vag tande.

# Le DGM continue de séparer illégalement les nourrissons haïtiens de leurs familles



La Direction Générale des Migrations de la République dominicaine continue à déporter des enfants



Des enfants et des mères allaitantes dans un bus de la DGM (Photo: Roxanne de La Rosa, 2023)

Par la voix des travailleurs

Le Groupe de Soutien aux Rapatriés et Réfugiés (GARR) d'Haïti a dénoncé dans un communiqué le 19 janvier que des agents de la Direction Générale des Migrations (DGM) ont arrêté un couple de citoyens haïtiens, les laissant abandonnés dans une maison à Puerto Escondido, dans la province d'Independencia, à leurs trois jeunes enfants âgés respectivement de 8 ans, 3 ans et 3 mois. L'interpellation aurait eu lieu mardi 16 janvier, alors que les parents se rendaient au travail. « *Leurs téléphones ont été confisqués et depuis, ils n'ont plus de nouvelles des enfants* », a rapporté le GARR.

Les réglementations de la loi sur les migrations 285-04 interdisent la détention des femmes enceintes, des mères allaitantes et des nourrissons, ainsi que la séparation des nourrissons de leur famille, mais ces pratiques illégales ont été systématiques par le régime dirigé par le président Abinader, comme dans le cadre des expulsions massives menées depuis 2021, dont la détention arbitraire de centaines de femmes enceintes. L'extorsion et le vol de téléphones portables et d'argent auprès d'Haïtiens et de Dominicains d'origine haïtienne par des agents de l'immigration, de la police et de l'armée sont également fréquents.

Le Conseil pour l'enfance et l'adolescence (CONANI) a confirmé le fait à travers un réseau social le 21 janvier. « *Au sujet du cas auquel ils font référence... notre bureau municipal de Jimaní a pris contact avec les autorités locales et a confirmé que les enfants sont actuellement sous la garde et la protection d'un réseau de soutien communautaire* », a déclaré l'institution, affirmant qu'elle soutiendrait « *le regroupement familial avec leurs parents. Fin 2022, la DGM a nié avoir séparé les nourrissons de leurs familles, après que l'UNICEF ait dénombré cette année-là plus de 1 800 cas de nourrissons expulsés vers Haïti sans la compagnie des membres de leur famille.* » Même si le gouvernement tente de le nier, les violations des droits humains sont systématiques et s'inscrivent dans le cadre d'une politique officielle visant à capitaliser électoralement sur le racisme et la xénophobie. Face aux demandes persistantes des organisations sociales et politiques, le bureau du procureur général refuse depuis des années de traduire en justice les agents répressifs qui commettent des crimes dans le cadre d'opérations d'interdiction de l'immigration, perpétuant ainsi l'impunité.

Le GARR a dénoncé qu'en 2023 plus de 250 mille haïtiens ont été expulsés par l'État dominicain. Selon le directeur de l'Institut National des Migrations, la population immigrée haïtienne est estimée à 700 mille personnes. Il s'agit d'une communauté de travail, souvent surexploitée par le monde des affaires qui dépend de cette main-d'œuvre, c'est pourquoi la politique raciste et illégale d'expulsions massives a eu un impact sur l'industrie de la construction, l'agriculture et d'autres secteurs économiques.

Dans la nuit du 18 janvier, le GARR a accueilli plus d'une centaine de personnes dans son centre d'accueil de Belladères, parmi lesquels des ouvriers du bâtiment en uniforme et en outils de travail, des femmes allaitantes et des enfants. GARR a averti que l'État dominicain violerait la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant et d'autres pactes et conventions internationaux qui protègent les migrants.

Selon le GARR, une mère qui allaite avec un bébé de 4 mois a déclaré que son domicile avait été illégalement perquisitionné à 4 heures du matin et qu'elle avait été détenue avec son mari et son bébé pendant deux jours dans des conditions d'hygiène épouvantables au centre de détention de Haina. . L'organisation a exigé que les autorités haïtiennes exigent que leurs homologues dominicains respectent le protocole de rapatriement et que les autorités dominicaines traitent les migrants haïtiens avec respect et dignité.




Des appels similaires dans le passé, comme celui lancé par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Volker Turk, en 2022, ont été violemment rejetés par le gouvernement dominicain.

En janvier 2024, l'organisation Human Rights Watch a publié son rapport mondial, dans lequel elle constate que les détentions d'immigrés en République dominicaine sont effectuées sur la base du profilage racial, détenant des personnes « *uniquement en raison de la couleur de leur peau* » et qu'elles sont régulièrement détenues. « *Dans des cages sur des camions en attente d'être transformés, dans une chaleur étouffante et avec peu ou pas d'accès à la nourriture ou à l'eau.* » L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) estime qu'environ 94 % des rapatriements de migrants haïtiens entre janvier et août 2023 ont été effectués par l'État dominicain.

**Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine**
**22 Janvier 2024**

# 7 février 2024, les acteurs se positionnent !



Ils sont nombreux à dire clairement ce qu'ils attendent du Premier ministre Ariel Henry. Des quatre coins de la République, c'est à l'unisson qu'ils lui demandent sa démission

Par Catherine Charlemagne

Règlements de compte, cafouillage, calcul politique, rumeur de négociations, nouveau gouvernement et CEP en perspective, rappel à l'ordre et enfin la parole du chef. On est en plein psychodrame de la politique haïtienne de ces quarante dernières années qui a conduit à l'assassinat d'un chef d'Etat. Depuis le lendemain du 7 juillet 2021, jour funeste, s'il en est un, pour Haïti, tous les acteurs et décideurs politiques et principalement la Communauté internationale se comportent comme si, dans ce pays, il n'existe qu'eux. Personne d'autre. Ils peuvent tout décider, seuls, quand ils veulent et comme ils veulent. A aucun moment, ils ne laissent entrevoir qu'il existe une autre entité, en théorie la principale, selon tous les concepts politiques : le peuple. Chacun des acteurs tente d'imposer ou impose sa propre conception de la politique. Aucun ne se soucie et ignore royalement ce qui, en vérité, fait la Nation et constitue la République : le peuple haïtien.

D'où notre interrogation après la prise de position de chacun des protagonistes de la Transition sur la date du 7 février 2024. Où sont passés les Haïtiens ? L'impression qu'on a, c'est que cette entité n'existe pas vu que personne ou presque ne lui demande son avis. Pourtant, depuis le début du mois de janvier 2024, après un trop long silence, ce peuple se met debout et ne cesse de se faire entendre à coup de manifestations publiques à travers tout le pays. Ils sont nombreux à dire clairement ce qu'ils attendent du Premier ministre Ariel Henry. Des quatre coins de la République, c'est à l'unisson qu'ils lui demandent sa démission. Tous les observateurs de la politique haïtienne de ces quatre décennies ont été, comme nous, surpris de la surenchère de déclarations venues des principaux acteurs politiques tout au début du mois de novembre 2023 jusqu'aujourd'hui à propos de la date du 7 février 2024. Une curiosité et une exception notoire : celles de celui qui conduit officiellement la Transition, Dr Ariel Henry, qui n'a pipé mot. Cyniquement et paradoxalement à la fois, tout a commencé par l'enlèvement du Secrétaire général du Haut Conseil de la Transition (HCT), le 18 octobre 2023, M. Anthony Virginie Saint-Pierre.

Comme il est devenu une habitude, à aucun moment, ni le gouvernement et encore moins le Premier ministre Ariel Henry n'avaient réagi sur ce cas emblématique de ce haut dignitaire de l'Etat, ayant rang de « Ministre » kidnappé par l'un des dizaines de gangs qui contrôlent la capitale haïtienne et ses périphéries. Furieuse et toujours très inconfortable, malgré des revirements successifs, dans l'appareil d'Etat que dirige le locataire de la Primature, Mirlande H. Manigat, en tant que Présidente du HCT, ne pouvait pas comprendre le silence de ses amis du gouvernement face à l'enlèvement de ce haut cadre d'un organisme censé relever du Pouvoir public. Incompréhensible silence d'autant que, selon Mirlande H. Manigat, c'est elle-même qui avait informé le chef du gouvernement de l'enlèvement de M. Anthony Virginie Saint-Pierre depuis près de deux semaines.

Pire, Ariel Henry avait timidement félicité les forces de l'ordre d'avoir appréhendé le fugitif, Joseph Félix Badio, l'un des cerveaux, dit-on, de l'assassinat du Président Jovenel Moïse, en cavale depuis deux ans, sans dire un mot sur le sort du Secrétaire général du Haut Conseil de la Transition dont on était sans nouvelle à l'exception d'une demande de rançon de la part de ses ravisseurs. C'en était trop pour la Présidente du HCT le cynisme et le peu de cas et de compassion qu'avait fait le N° 1 du pouvoir de Transition vis-à-vis de la victime. De ce fait, Mirlande H. Manigat, associée avec Calixte Fleuridor, un autre membre du triumvirat composant la direction du Haut Conseil de la Transition, avaient pris la décision d'interpeller publiquement Ariel Henry dans un courrier au vitriol pour contester l'attitude de celui-ci. *« (...) Neuf jours se sont écoulés depuis que le Secrétaire général du Haut Conseil de la Transition (HCT), M. Anthony Virginie Saint-Pierre, a été séquestré.*

*Nous sommes estomaqués, au plus haut point, que le gouvernement ne semble s'en préoccuper et encore moins se soucier du sort qui lui est fait. Nous appréhendons encore très mal que M. Badio, un recherché démasqué, soit l'objet d'un satisfecit en faveur de ceux qui sont enfin arrivés à l'arrêter; et que vous ayez passé sous silence l'acte odieux commis par des ravisseurs contre l'une des plus hautes autorités du HCT. Monsieur Saint-Pierre en sa qualité de Secrétaire Général a rang de ministre. A ce titre ne mérite-t-il pas plus d'égard, rien que pour avoir servi l'État durant une longue carrière d'enseignant, de Secrétaire d'État, de Ministre ? Si l'État reste indifférent à l'enlèvement d'un Ministre, le message signifié à la population haïtienne est qu'elle est complètement livrée à elle-même ! Que dites-vous aux autres membres du HCT et à ceux de votre gouvernement ? Le Secrétaire général du HCT n'est ni le dernier ni le seul otage qui mériterait de bénéficier des instructions fermes du Président du Conseil Supérieur de la Police nationale. Hélas, nous l'avions déjà dit, l'impéritie de cet organe continue de faire couler les larmes de familles entières.*

*Nous refusons de croire que tout ceci ne soit que des manigances vis-à-vis du HCT ou tout simplement des accordés personnels contre M. Saint Pierre (...) »* écrit la présidence du HCT. On l'a vu, Mirlande Manigat était très remontée contre Ariel Henry. Quelques jours après, soit le vendredi 10 novembre 2023, sur radio *Vision 2000,* étant l'invitée de Marie-Lucie Bonhomme, elle va jusqu'à avancer l'hypothèse d'une probable complicité de certains membres de l'entourage du Premier ministre dans ce kidnapping et d'après elle *« c'est peut-être moi-même à travers Anthony Virginie Saint-Pierre qui aurais été visée par des gens qui ne m'aiment pas et qui souhaiteraient la disparation du HCT ».* Pendant que le torchon brûle entre Mirlande H. Manigat et Ariel Henry, le Secrétaire général du HCT a fini par retrouver sa liberté le lundi 30 octobre 2023 contre une très forte somme d'argent après trois semaines de captivité auprès des bandits.

Après cette libération contre rançon, sans doute payée par le gouvernement pour se racheter devant le HCT, Mirlande H. Manigat semblait se réconcilier avec le Premier ministre. Pour se faire pardonner et prouver qu'elle n'était pas rancunière, elle avait même adoubé Ariel Henry en souhaitant que celui-ci demeure à la tête du pays au-delà du 7 février 2024, en attendant l'organisation des élections. Cette déclaration a été faite dans l'esprit de contrecarrer la prise de position du nouveau « Front Uni » qui a été constitué, justement, dans l'espoir de contraindre Ariel Henry à respecter la clause du 7 février 2024 comme date ultime pour quitter le pouvoir. Or, tout juste après la déclaration de la Présidente du HCT encourageant le Premier ministre à demeurer à la tête de la Transition, à l'exception, évidemment, de la Primature qui garde, il faut le signaler, un profil bas, le microcosme politique haïtien s'est enflammé et a tapé de tous les côtés sur Mme Manigat qui fait quasiment l'unanimité contre elle.

Par ce blanc-seing donné à l'occupant de la Villa d'Accueil, Mme Manigat s'est retrouvée dans une posture difficile face à la plupart de ses propres amis en Haïti et y compris de ses soutiens à l'Internationale ne comprenant plus la constitutionaliste qui se détourne de la voie légale. En effet, on le sait tous, la Communauté internationale, en Haïti comme ailleurs, n'est pas unie, elle est plurielle. Il se trouve qu'en Haïti chaque acteur sociopolitique a son « petit blanc » dans son agenda qui tire les ficelles comme il peut et quand il peut. Très vite, Mirlande Manigat a été recadrée et remise dans le droit chemin et sommée de faire un rétropédalage en règle avec des déclarations plus ou moins conformes aux perspectives politiques des uns et des autres et surtout pour qui Ariel Henry est loin d'être le premier choix. De ce fait, la Présidente du HCT a fait un virage à 90 degrés comme on le lui a surement demandé en prenant tout le monde ou presque au dépourvu compte tenu de ses déclarations précédentes relatives à ce chèque en blanc qu'elle voulait donner au locataire de la Primature.

Sans crier gare, au début du mois de novembre, sur radio *Kiskeya*, elle revient sur sa position initiale. Elle met carrément en doute que le chef de la Transition, en l'occurrence Ariel Henry, puisse rester au pouvoir après le 7 février 2024. Pour la professeure et femme politique, « *Il serait naïf de croire ou de penser que des élections puissent être réalisées dans ce pays d'ici février 2024. Or, il existe un contrat moral et politique unissant Ariel Henry, l'Accord du 21 décembre au pays jusqu'à cette date. Si ce contrat n'est pas respecté il serait difficile pour que le Premier ministre puisse continuer à diriger le pays »* déclarait-elle, même si, quelques jours après, elle a essayé de se défendre en disant qu'on a voulu déformer sa pensée. Mais, le mal est fait. D'ailleurs, toujours sous la pression de certains de ses amis en Haïti et une partie de la Communauté internationale, Mme Manigat avait même rajouté « *qu'il y aurait un risque de vide à la tête du pays après cette date du 7 février 2024 et qu'il serait difficile pour le Haut Conseil de la Transition et le Gouvernement de rester en fonction ».* En clair, que l'actuel Premier ministre prolonge son bail à la tête du Pouvoir exécutif.

Cette date, en effet, depuis quelque temps, fait débat au sein de la classe politique haïtienne et même de la Communauté internationale qui a contrôle sur tout en Haïti. Elle est devenue un marqueur pour tous les acteurs de la crise et de la Transition dans la mesure où elle est retenue dans l'Accord du 21 décembre 2022 signé entre le Premier ministre et une série de formations politiques et de la Société civile comme étant la date à laquelle le pouvoir devrait être remis à des élus sortis des Urnes. En clair, le 7 février 2024 est considérée comme la date de fin mandat pour Ariel Henry ce d'autant plus que cet Accord est publié au journal officiel *Le Moniteur,* ce qui lui confère un caractère officiel et traduisant aussi un piège pour le locataire de la Villa d'Accueil qui l'a paraphé. En effet, comme sous Jovenel Moïse avant son assassinat six mois avant son départ du Palais national, le 7 février 2021 était acté par l'opposition et Me André Michel du SDP en tête, comme la date butoir pour qu'il quitte le pouvoir. Cette date du 7 février 2024 est aussi retenue par les oppositions d'aujourd'hui, pour que le chef de la Transition, Ariel Henry, abandonne la Primature.



Mme Maria Isabel Salvador, la cheffe du BINUH

Le Premier ministre Ariel Henry lui-même a fait du 7 février 2024 la date de son départ de la Primature, du Palais national, étant à la fois chef unique du Pouvoir exécutif. En déclarant le 1er janvier 2023 que « *Cette année sera une année électorale. Je promets que le Palais national sera occupé par un Président de la République élu librement par le peuple haïtien»,* le dirigeant de la Transition admet et reconnaît que c'était là la limite de son mandat suivant l'Accord du 21 décembre 2022 à défaut d'autres documents officiels pour justifier qu'il pourra aller plus loin. Même après avoir pris conscience de sa bévue, tout en reprenant son esprit que les mauvaises langues disent un peu flanché depuis quelque temps, l'ancienne Secrétaire générale du RNDP finit par reconnaître aussi que *« le pouvoir n'a pris aucune disposition pour respecter l'échéance du 7 février 2024 ».*

Il y a aussi le « Front uni » et ses différents composants, notamment, OPL, EDE, PHTK, GREH, Konstwi Lavi et Konsyans Patriyotik qui ont pris une position ferme sur le 7 février 2024. Pour ce regroupement de partis politiques, 7 février 2024 signe la fin de la Transition version Ariel Henry et André Michel. Tandis que le Collectif du 30 janvier dénonce les manœuvres du pouvoir à la veille du 7 février faisant croire qu'il est en négociation avec des acteurs souhaitant trouver un Accord en vue de former un gouvernement d'union nationale. Dans une note de presse datant du 18 janvier 2024, les responsables du Collectif s'insurgent *« Le Premier ministre de fait Ariel Henry, par mauvaise foi et cynisme, a délibérément boycotté les négociations pour une sortie de crise menées en novembre 2023 avec les bons offices du Groupe des Éminentes Personnalités de la CARICOM. Le Collectif du 30 janvier dénonce vertement cette manœuvre qui voudrait faire croire que des discussions sérieuses initiées avec des partis d'opposition seraient sur le point de déboucher sur une quelconque entente. Personne n'est dupe.*

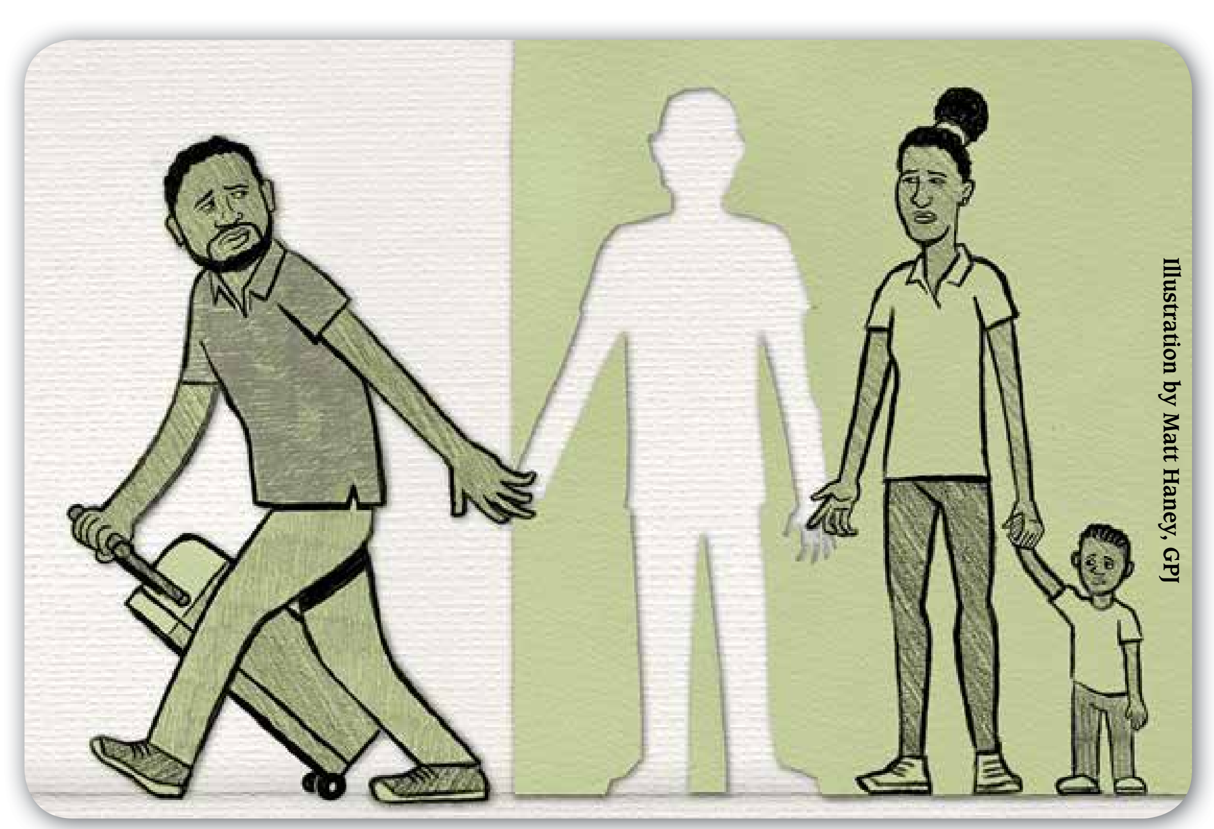
*Le Collectif n'a eu sous aucune forme des discussions ou négociations avec le Premier ministre Ariel Henry dans la perspective d'une sortie de crise à la veille du 7 février 2024 »* précisent le Collectif du 30 janvier. Avant, le Groupe Montana avait sorti ses nouvelles propositions pour l'après 7 février 2024 dans lesquelles les signataires de l'Accord proposent un nouvelle Transition politique d'une durée allant de dix-huit à vingt-quatre mois toujours avec la même constante : un Pouvoir exécutif consensuel à deux têtes. Mais, la position de ces entités politiques concernant le 7 février ne semble guère plaire au Core Group. Mme Maria Isabel Salvador, la cheffe du BINUH (Bureau Intégré des Nations-Unies en Haïti), qui est aussi la Représentante spéciale du Secrétaire général de l'ONU en Haïti, Antonio Guterres, cette partie de soutien à Ariel Henry, est montée au créneau une façon, semble-t-il, pour siffler la fin de la récréation ou pour couper court à tout débat sur la date du 7 février 2024, date à laquelle les opposants voudraient faire une sorte de casus belli contre Ariel Henry s'il ne veut pas abdiquer ou partir.

D'emblée, la Représentante de la Communauté internationale attaque de front les propositions de l'Accord du Montana qui rejoignent, à quelques nuances près, la position du « Front uni », le Collectif du 30 janvier et même, dans un premier temps, celle de Mme Manigat faisant du départ d'Ariel Henry un élément capital dans la résolution de la crise et de l'après 7 février 2024. Mme Maria Isabel Salvador qui ne se cache pas pour dire qu'il s'agissait de son opinion personnelle est intervenue de manière brutale, crue et sans langue de bois dans le débat. C'est comme si elle prend confiance en elle et dans le rôle qu'on lui a demandé de jouer dans les pays, c'est-à-dire, celle qui décide. Elle parle comme pour dire : c'est moi la patronne, point barre. Quand la cheffe de la BINUH avance « Mon opinion : Le seul chemin pour sortir d'une Transition politique ce sont des élections démocratiques, transparentes et participatives. On ne sort pas d'une Transition par une nouvelle Transition. Pour arriver à ces élections, il faut d'abord garantir la sécurité. Ceux qui proposent une nouvelle Transition s'éloignent des principes démocratiques et veulent imposer leurs intérêts individuels en oubliant les intérêts du peuple », là, Mme Maria Isabel Salvador s'adresse directement aux signataires de l'Accord de Montana et on sent qu'elle est en confiance et sûre d'elle.

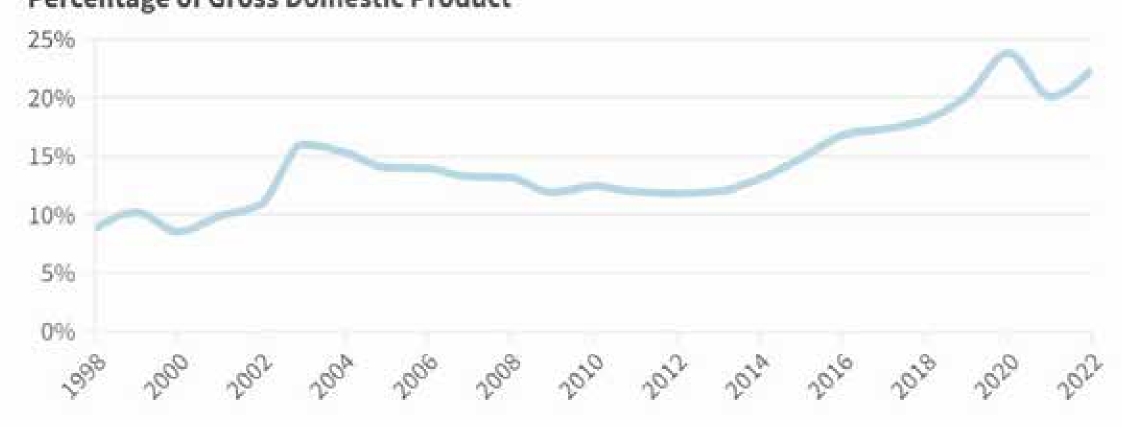
Ne laissant aucune porte à la négociation, ni le temps pour le

*suite à la page(16)*

# In Haiti, Migration Can Mean Heartbreak for Families




**While migration can offer economic opportunities, the separation of families is an unavoidable side effect for some**




**Source: World Bank staff estimates based on IMF balance of payments data, and World Bank and OECD GDP estimates**

*A new program makes it easier for Haitians to move to the United States, but for those selected, it can be an agonizing decision.*

by Verlande Cadet

CAP-HAÏTIEN, HAITI — Youdeline Garçon has lived in the United States for seven months. Two days after arriving from Haiti, she gave birth to her first child. Her husband wasn't there.

Garçon, who has been married for about a year and a half, met her husband at the university in 2017. When she got pregnant after their wedding, they were both thrilled.

"It was a tough pregnancy for me. But my husband was always there for me during this difficult time and gave me all the love and support I needed," Garçon says.

But then Garçon traveled to the U.S. alone, while pregnant, following a successful application to the Humanitarian Parole program, commonly known in Haiti as "The Biden program." A family member sponsored Garçon.

If she'd had her baby in Haiti, Garçon would have been forced to leave it behind or submit a separate application for the infant to join the program. So she raced against the clock. But not having her husband with her during such an important moment has been difficult.

While migration can offer economic opportunities, the separation of families is an unavoidable side effect for some, such as Garçon. Although her husband applied to migrate under the same program, his application wasn't successful.

At the end of April 2023, 39,000 Haitian nationals had been authorized to travel to the United States under this program, according to a tweet by the U.S. Embassy in Haiti. But some of these nationals must leave their families behind.

"When I was told I would need a C-section, I was very nervous and worried," Garçon says, in reference to the surgical procedure she underwent to give birth. "That is when I really started to miss my husband. I knew that, under different circumstances, he would have been there with me for the birth of our first child."

**Haiti and migration**

Economic migration has been a critical part of Haiti's history since the 1970s, when rising poverty and political oppression led thousands of Haitians to flee the country, mostly arriving in South Florida, in the US. Over the decades, their routes have changed.

According to a 2020 study published by Haiti's Interuniversity Institute for Research and Development, migration has facilitated both the survival of vulnerable Haitians and the upward mobility of others. It has also been a coping mechanism for many in times of political, economic and social instability. In the wake of the 2010 earthquake, this migration history took on a new dimension. Haitians increasingly left for other Latin American countries, creating transit destinations, as people hoped to eventually make it to final destinations such as the US.

Nathasha Charles' husband moved to the U.S. a few months ago, leaving her alone with their only child, a 9-month-old. Charles is a young nurse. She and her husband have known each other for 10 years and are inseparable, she says. Unlike Garçon, Charles' husband was with her for the birth of their first child. But a few months later, he had to leave the country.

Each day, Charles juggles her time between working as a nurse and looking after her child, whom her younger sister helps take care of. She speaks to her husband on the phone daily and says it's the only way for them to remain close.

"You have to have a lot of patience to put up with a situation like that. It's not easy raising a child without a father and having to part with someone you love," she says.

The program, however, presents a way out for many Haitian families.

"Hearing about this program was one of the best pieces of news we could have received," Garçon says. "It would be such a big opportunity for us if our baby was born in the United States. We were so excited about that idea that we didn't think about the pain we would feel following our separation."

She misses her husband, whom she describes as the love of her life, and looks forward to when they will be reunited. She's not sure when that will be.

**Benefits for Haiti?**

According to a 2021 report published in the International Journal of Children's Rights, several studies show that remittances from migrant workers allow the families left behind to access better education, nutrition and health services.

In 2022, remittances made up 22% of Haiti's gross domestic product, the 12th highest share in the world, according to estimates from the World Bank. These figures are double what they were a decade ago and outpace the average share of remittances in other Caribbean countries, which stands at 6% of GDP.

But the financial benefit of migration is only one part of the equation.

According to a 2021 study published in the Sri Lankan Journal of Business Economics, when a parent goes abroad to work and sends money home, it can empower families to provide better educations for their children, or keep a child from having to work to support the family. This separation can, however, lead to emotional distress for children. A 2016 study in Social Science & Medicine, an academic journal, found that parental migration increased a family's consumption levels but did not improve children's health and cognitive abilities. In three of the four countries studied (India, Peru and Vietnam), parental migration actually decreased children's health outcomes, and in India and Vietnam, children scored lower on cognitive tests.

At the national level, there is also the question of what happens when a country loses a huge proportion of its workforce. According to the 2020 study by Haiti's Interuniversity Institute, "Reliance on remittances is an insufficient strategy if the nation is to chart a course towards development."

Charles does not believe that the Humanitarian Parole program is necessarily beneficial for Haiti. "I believe we are being put in a situation where we are forced to leave the country. Some young people aren't even interested in going to school anymore. They are not trying to do anything; all they do is wait and hope they'll be able to go to the United States."

**Effects of separation**

Social worker Denjina Placide, who works at Caring For Haitian Orphans with AIDS, a nonprofit, says that when children grow up in a stable environment with their parents, they live in a climate of emotional safety, which fosters their development.

"On the other hand, if one of the parents leaves the home to live in another country, the child is likely to experience anxiety disorders, identity crises, emotional dependency and tantrums. A refusal to obey rules and lower school performances can also be seen in such children."

**The economics of leaving Haiti**

"Many Haitians would not have considered leaving their country and their families if the socioeconomic conditions were different," Charles says. "Young people are worried about their future, and it remains the only obvious solution for Haitians who can't meet their needs and their families' needs."

Haitians abroad can be a lifeline for their families. According to the study by Haiti's Interuniversity Institute, "Haitians living abroad have contributed substantially to Haiti's nascent economy, and since emigration has remained constant and, in some cases, increased, they will remain vital to the survival of families, communities and therefore the Haitian economy."

The support from Haiti's diaspora community covers the costs of basic needs such as food, housing and clothing, as well as medical expenses. It even extends to covering investments in land, real estate and businesses. In a country where public spending on social programs is half the regional average, remittances are a vital income source.

**The future**

Both Charles and Garçon hope to reunite with their husbands soon, but they know they are not alone. They have no idea when the reunification will be, but they're doing what they can to make it happen.

"I think that families in this situation need to be tolerant, understanding and practice open communication," Garçon says. "It's a difficult phase, but love can overcome anything."

*Verlande Cadet is a Global Press Journal reporter based in Haiti. This story was originally published by Global Press Journal.*

**WHAT IS THE HUMANITARIAN PAROLE PROGRAM?**

**U.S. Citizenship and Immigration Services launched the free online process in October 2022 for Venezuelans and January 2023 for Cubans, Haitians and Nicaraguans, allowing nationals of these countries to move to the country legally for up to two years. Up to 30,000 people a month can qualify to move to the U.S. under the program, but each must be financially sponsored by a U.S. resident and undergo rigorous security screening.**

# LE VOILE SE DÉCHIRE : LES VÉR
# ET NETA



**Josep Borrell dénonce les liens entre Benjamin Netanyahu et le Hamas**

ant un doctorat *honoris causa* à Valadolid, a déclaré : « *Nous pensons qu'une solution à deux États [israélien et palestinien] doit être imposée de l'extérieur pour ramener la paix. Même si, et j'insiste, Israël réaffirme son refus [de cette solution] et, pour l'empêcher, est allé jusqu'à créer lui-même le Hamas (…) Le Hamas a été financé par le gouvernement israélien pour tenter d'affaiblir l'Autorité palestinienne du Fatah. Mais si nous n'intervenons pas fermement, la spirale de la haine et de la violence se poursuivra de génération en génération, de funérailles en funérailles* ».

Ce faisant, Josep Borrell rompait avec le discours officiel occidental selon lequel, le Hamas est l'ennemi d'Israël, qu'il aurait attaqué par surprise le 7 octobre ; justifiant la riposte israélienne actuelle et le massacre de, déjà, 25 000 civils palestiniens. Il affirmait que des ennemis des juifs peuvent être soutenus par d'autres juifs, Benjamin Netanyahu en particulier. Il refusait la lecture communautaire de l'Histoire et examinait les responsabilités personnelles.

Ce changement narratif a été rendu possible par la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, il y a quatre ans. Josep Borrell sait que l'Union européenne a financé le Hamas depuis son coup d'État de 2006, pourtant aujourd'hui il est libre de dire ce qu'il a sur le cœur. Il n'a pas évoqué les liens du Hamas avec la Confrérie des Frères musulmans, dont l'organisation revendique d'être la « branche palestinienne », ni de celle-ci avec le MI6, les services secrets britanniques. Il a simplement suggéré de se retirer de ce guêpier.

Progressivement, le voile se déchire. Un rappel historique est ici nécessaire. Les faits sont connus, mais jamais reliés entre eux, ni énumérés à la suite. Ils

Premier ministre, le libéral de l'époque H. H. Asquith, en vain, de créer à l'issue de la Guerre mondiale un État juif en Palestine. Cependant après la rencontre d'Herbert Samuel avec Mark Sykes, juste après la conclusion des Accords Sykes-Picot-Sazonov sur la répartition coloniale du Moyen-Orient, les deux hommes poursuivirent le projet et bénéficièrent du soutien des « protestants non-conformistes » (on dirait aujourd'hui des « chrétiens sionistes »), dont le nouveau Premier ministre, David Lloyd George. Ce dernier et son cabinet donnèrent instruction pour la fameuse *Déclaration Balfour* afin de préciser un des points des Accords Sykes-Picot Sazonov en annonçant un « foyer national juif ».

Simultanément, les protestants non-conformistes, par l'entremise du juge à la Cour suprême des États-Unis, Louis Brandeis, convainquirent le président Woodrow Wilson de soutenir leur projet.

Toujours durant la Première Guerre mondiale, lors de la révolution russe, Herbert Samuel proposa d'intégrer des juifs de l'ex-empire russe qui fuyaient le nouveau régime dans une unité spéciale, la Légion juive. Cette proposition fut reprise par un juif ukrainien, Vladimir Ze'ev Jabotinsky, qui imagina qu'un État juif en Palestine pourrait être sa récompense dans l'après-guerre. Herbert Samuel lui confia de recruter des soldats parmi les émigrés russes. Parmi eux, il trouva notamment le Polonais David ben Gourion (alors marxiste) auquel se joignit le Britannique Edwin Samuel, le propre fils d'Herbert Samuel. Ils s'illustrèrent notamment lors de la bataille perdue contre les Ottomans à Gallipoli.

À la fin de la guerre, le fasciste Jabotinsky réclama un État comme son dû, mais les Britanniques n'avaient nullement envie de se séparer de leur colonie palestinienne. Ils s'en tinrent donc à leur engagement de « foyer national », sans plus. En 1920, une partie des Palestiniens, conduite par Izz al-Din al-Qassam (la figure tutélaire de la branche armée de l'actuel Hamas, les brigades al-Qassam) se souleva et massacra sauvagement des immigrés juifs, tandis qu'une milice juive leur répondit. C'est le début du conflit israélo-palestinien. Londres rétablit l'ordre en arrêtant des fanatiques, aussi bien des jihadistes que des juifs. Jabotinsky, chez qui un arsenal fut découvert, fut condamné à 15 ans de prison.

Cependant, le gouvernement « protestant non-conformiste » de David Lloyd George nomma Herbert Samuel gouverneur de Palestine. Dès son arrivée à Jérusalem, il gracia et fit libérer son ami Jabotinsky. Puis, il nomma l'antisémite et futur collaborateur du Reich, Mohammad Amin al-Husayni, grand mufti de Jérusalem.

Jabotinsky fut alors élu administrateur de l'Organisation sioniste mondiale (WZO). Mais il repartit dans l'ex-empire russe où Symon Petlioura venait de créer une République populaire ukrainienne. Jabotinsky et Petlioura signèrent un accord secret pour se tailler une place dans les terres des bolchéviks à l'Est et des anarchistes de Nestor Makhno au Sud (la Novorossia actuelle). Petlioura était un antisémite forcené, ses hommes étaient habitués, dans leur propre pays, à massacrer des familles ou des villages juifs. Petlioura était le protecteur des « nationalistes intégraux » ukrainiens et de leur mentor, Dmytro Dontsov, qui deviendra par la suite administrateur de l'Institut Reinhard Heydrich chargé de l'exécution de la « solution finale de la question juive » [1].

Lorsque le bruit se répandit que Jabotinsky avait fait alliance avec des « massacreurs de juifs », l'Organisation sioniste mondiale le convoqua pour explication. Mais il préféra démissionner de ses fonctions communautaires plutôt que de répondre à des questions. Il créa alors l'Alliance des « sionistes révisionnistes » (surtout présente dans la diaspora polonaise et lettone) et sa milice, le Betar. Il se détourna de l'empire britannique et s'enthousiasma pour l'Italie fasciste. Il créa une académie militaire pour le Betar à proximité de Rome avec le soutien du duce Benito Mussolini.

En 1936, Jabotinsky imagina un « plan d'évacuation » des juifs d'Europe centrale et orientale vers la Palestine. Il obtint le soutien du chef de l'État polonais, le maréchal Józef Pilsudski, et de son ministre des Affaires étrangères, Józef Beck. Mais aussi celui du régent hongrois, l'amiral Miklós Horthy, sans oublier celui du Premier ministre roumain, Gheorghe Tătărescu. Ce plan ne fut jamais réalisé car les juifs d'Europe centrale et orientales étaient effrayés par les alliés de Jabotinsky et parce que l'empire britannique s'opposa à une émigration massive en Palestine. En définitive, Chaim Weizmann, alors président de l'Organisation sioniste mondiale, assura que Jabotinsky était impliqué dans le plan franco-polono-nazi de déportation des juifs à Madagascar.

C'est à cette période que Vladimir Jabotinsky prophétisa l'holocauste devant des publics juifs médusés. Selon lui, en refusant son plan d'évacuation, la diaspora allait provoquer un sursaut de violence contre elle. À la surprise générale c'est ce que ses amis mirent effectivement en œuvre : l'extermination de millions de juifs.

En 1939, Jabotinsky rédigea un plan pour un soulèvement des juifs de Palestine contre l'empire britannique qu'il envoya à la section locale des « sionistes révisionnistes », l'Irgun. La Seconde Guerre mondiale repoussa ce projet à plus tard. Jabotinsky ne se fixa pas en Italie fasciste, mais aux États-Unis, alors neutres, où l'un de ses disciples le rejoignit pour devenir son secrétaire particulier. C'était Benzion Netanyahu, le père de Benjamin Netanyahu.

Durant la guerre, Vladimir Jabotinsky et Benzion Netanyahu reçurent la visite d'un professeur de philosophie de Chicago, Léo Strauss. C'était aussi un juif fasciste. Il avait été contraint de quitter l'Allemagne en raison de l'antisémitisme nazi, mais restait toujours un fasciste convaincu. Léo Strauss est devenu par la suite la référence des « néo-conservateurs » aux USA. Il a créé sa propre école de pensée, assurant à ses quelques disciples, après la Seconde Guerre mondiale, que le seul moyen pour des juifs de se prévenir d'une nouvelle Shoah, c'est de créer leur propre dictature. Parmi ses élèves, on compte aussi bien Paul Wolfowitz qu'Elliott Abrams, l'homme qui se tient aujourd'hui derrière Benjamin Netanyahu et qui a financé sa « réforme des institutions » cet été.

Vladimir Jabotinsky mourut à New York, en 1940. David ben Gourion s'opposa au transfert de ses cendres en Israël, mais, en 1964, le Premier ministre d'Israël, l'Ukrainien Levi Eshkol, l'autorisa.

Après la Guerre mondiale, les « sionistes révisionnistes » de l'Irgun déclarent la guerre à l'Empire britannique pour avoir limité l'émigration juive en Palestine. Sous le commandement du futur Premier ministre, le Biélorusse Menachem Beguin, ils organisent une série d'attentats, dont celui contre l'hôtel King David qui fit 91 morts ou le massacre de Deir Yassin qui fit au moins une centaine de victimes.

En novembre 1947, l'Assemblée générale des Nations unies adopte un plan de partage de la Palestine entre deux zones, juive et arabe, afin de former un État binational. Profitant de la lenteur de l'organisation intergouvernementale, David ben Gourion proclame unilatéralement l'État d'Israël, le 14 mai 1948. Les États arabes réagissent par les armes, tandis que des milices juives débutent l'expulsion de 750 000 Palestiniens, la *Nakba*. Inquiète de ces rapides développement, l'Assemblée générale envoie un émissaire suédois, le comte Folke Bernadotte, pour délimiter les deux États fédérés. Mais le 17 septembre 1948, d'autres « sionistes révisionnistes », appartenant au Lehi (dit « Groupe Stern »), sous le commandement d'un autre futur Premier ministre, le Biélorusse Yitzhak Shamir, l'assassinent. Ils sont tous condamnés par un tribunal israélien. Le ministre des Affaires étrangères, l'Ukrainien Moshé Shertok (ou Sharett), écrit à l'Assemblée générale pour demander l'adhésion d'Israël aux Nations unies. Il « déclare que l'État d'Israël accepte par la présente, sans réserve aucune, les obligations découlant de la charte des Nations unies et qu'il s'engage à les observer du jour où il deviendra Membre des Nations Unies ». À ces conditions expresses, Israël devient membre de l'Onu, le 11 mai 1949. Dans les jours qui suivent, Yehoshua Cohen, l'assassin du comte Bernadotte est discrètement libéré. Il devient le garde du corps du Premier ministre, David ben Gourion.

De 1955 à 1965, Yitzhak Shamir dirige un département du Mossad, les services secrets extérieurs du nouvel État. Sans en informer ses supérieurs, il structure la police secrète du shah d'Iran, la Savak. Environ deux cents de ses hommes viennent y enseigner la torture aux côtés d'anciens nazis [2].

Puis, alors qu'il négocie les Accords de Camp David avec l'Égypte, il déplace les hommes qu'il avait envoyés en Iran vers le Congo, en 1979. Probablement avec le soutien de la CIA états-unienne, ils encadrent désormais la police secrète de Mobotu Sese Seko. Il se rend sur place pour les contrôler.

Dans le cadre de la Guerre froide, Yitzhak Shamir aide aussi la dictature taïwanaise [3].

Cette fois à l'insu des États-Unis, il créé un groupe terroriste à New York, la Jewish Defense League du rabbin Meir Kahane [4]. Il supervise une campagne pour l'émigration des juifs soviétiques en Israël, des attentats contre la délégation soviétique à l'Onu et enfin contre la légation de l'Organisation de libération de la Palestine.



**Fresque en hommage à Vladimir Jabotinski à Odessa (Ukraine).**

Il noue des alliances avec l'Afrique du Sud [5]. Il participe à la création des « bantoustans », de faux États africains qui permettent à l'Afrique du Sud de ne plus considérer sa population noire comme des ressortissants, mais comme des émigrés ; un modèle que les « sionistes révisionnistes » appliqueront ultérieurement aux Palestiniens. Sur cette lancée, il fait financer par Israël les recherches du médecin personnel du président Pieter Botha, le docteur Wouter Basson. Celui-ci, à la tête de 200 scientifiques, entend créer des maladies qui n'affecteront que les noirs et les arabes (Projet Coast [6]) [7].

Un crime en entrainant un autre, il soutient aussi la Rhodésie [8] et la lutte contre l'indépendance des colonies portugaises du Mozambique et d'Angola.

Au Guatemala, Yitzhak Shamir se rapproche de la dictature du général Rios Montt. Il ne se contente pas de lui de fournir des armes, mais aussi supervise sa police secrète. Il met en place un institut d'informatique qui surveille les consommations d'eau et d'électricité et peut ainsi détecter et localiser des activités clandestines. Il organise la population maya en kibboutzim de manière à la faire travailler et à la surveiller sans avoir à procéder à une réforme agraire. Ainsi protégé, Rios Montt assassine 250 000 personnes. [9] ; un modèle que les sionistes révisionnistes souhaitent appliquer aux Palestiniens. Les rapports entre Israël et les États-Unis au sujet de l'expérimentation guatémaltèque passent par le straussien Elliott Abrams.

Durant toute la Guerre froide, les « sionistes révisionnistes » n'ont pas agi dans l'intérêt du camp occidental, ils ont utilisé les opportunités qui se présentaient pour faire ce que Vladimir Ze'ev Jabotinky avait toujours fait : exercer le pouvoir par la force sans aucun égard pour qui que ce soit.

À la fin de la Guerre froide, le président Bush père convoqua la conférence de Madrid pour résoudre enfin la question israélo-palestinienne. Durant celle-ci, la délégation israélienne, présidée par Yitzhak Shamir, devenu Premier ministre, exige l'abrogation de la résolution 3379 de l'Assemblée générale des Nations unies [10] avant la poursuite des débats. Celle-ci affirme que « le sionisme est une forme de racisme et de discrimination raciale ». « Avec un cœur ouvert, nous appelons les dirigeants arabes à prendre le pas courageux et à répondre à notre main tendue en paix », déclame Shamir, grandiloquent. Soucieuse de permettre un accord, l'Assemblée générale obtempère. Mais, trompant ses interlocuteurs, Israël ne prendra aucun engagement et fera même tout pour faire échouer la candidature à un second mandat de George H. Bush.

Un petit mot avant de conclure sur les personnalités de ce dispositif aujourd'hui.

L'alliance des « sionistes révisionnistes » et des « nationalistes intégraux » ukrainiens s'est reformée à la dissolution de l'Union soviétique. Un oligarque mafieux, le juif Ihor Kolomoïsky, a propulsé en politique un jeune humoriste juif, Volodymyr Zel-

**Garde d'honneur du Betar devant le portrait de Jabotinky à la citadelle de Ze'ev**

# RITÉS CACHÉES DE JABOTINSKY
# ANYAHU



Le Premier ministre Benjamin Netanyahu rend hommage à son héros, Vladimir Ze'ev Jabotinky


Le président juif ukrainien Volodymyr Zelenski et le « führer blanc », Andriy Biletsky

ensky, tout en finançant les milices nationalistes intégrales qui assiégeaient et bombardaient les populations ukrainiennes russophones du Donbass. Le refuznik Natan Sharansky, ancien ministre d'Ariel Sharon, organise des réunions entre des personnalités juives mondiales et le cabinet du président ukrainien. Tandis que Voldymyr Zelensky a confié le commandement des deux grandes batailles de Marioupol et de Bakhmout à Andriy Biletsky, le « führer blanc ».

Le 19 juillet 2018, à l'initiative des « sionistes révisionnistes », la Knesset adopte une loi proclamant Israël comme « État juif », avec l'hébreu comme seule langue officielle et Jérusalem unifiée comme capitale. Les colonies juives en territoire palestinien sont considérées comme relevant de l'« intérêt national ».

Quatre ans plus tard, Benjamin Netanyahu constitue un gouvernement avec une coalition formée avec les disciples du rabbin Kahane. En 2022, Itamar Ben-Gvir, président d'Otzma Yehudit (parti du Pouvoir juif) déclare qu'il va expulser les Arabes de Palestine. Des membres de son parti lancent une attaque contre le village cisjordanien d'Huwara, en février 2023, sept mois avant l'attaque palestinienne du 7 octobre. En quelques heures, ils incendient des centaines de voitures et 36 maisons. Ils s'acharnent sur les habitants, faisant 400 blessés et tuent un homme sous les yeux de l'armée israélienne qui encerclait le village sans intervenir face à leurs exactions.

Ce bref résumé historique nous montre qu'il n'y a pas plus de problème israélo-arabe que de problème ukraino-russe, mais un énorme problème de tous avec une idéologie qui, en des lieux et des époques différentes, n'a fait que semer la souffrance et la mort. Nous devons ouvrir les yeux et ne plus accepter de nous mobiliser avec des actions sous faux drapeau et autres mensonges.

**Notes**

[1] « Qui sont les nationalistes intégraux ukrainiens ? », par Thierry Meyssan, *Réseau Voltaire*, 15 novembre 2022.

[2] « SAVAK : A Feared and Pervasive Force », Richard T. Sale, *Washington Post*, May 9, 1977. *Debacle : The American Failure in Iran*. Michael Ledeen, Vintage (1982).

[3] קשנ רוכמת." 'ש לקנרפ, הזה םלועה, 31 טסוגואב 1983.".*Israel : Foreign Intelligence and Security Services*. CIA, March 1979.

[4] *The False Prophet : Rabbi Meir Kahane, From FBI Informant to Knesset Member*, Robert I. Friedman, Lawrence Hill Books (1990).

[5] *The Unspoken Alliance : Israel's Secret Relationship with Apartheid South Africa*, Sasha Polakow-Suransky, Vintage (2011). *The Unnatural Alliance : Israel and South Africa*, James Adams, Quartet Books (1984).

[6] *Project Coast : Apartheid's Chemical and Biological Warfare Programme*, Chandré Gould & Peter Folb, United Nations Institute for Disarmament Research, UNIDIR/2002/12. *The Rollback of South Africa's Chemical and Biological Warfare Program*, Dr. Stephen F. Burgess & Dr. Helen E. Purkitt, USAF Counterproliferation Center (2001).

[7] « L'Afrique du Sud, ex-laboratoire secret de bio-terrorisme des démocraties », *Réseau Voltaire*, 28 octobre 2002. *Dr la Mort, enquête sur un bio-terrorisme d'État en Afrique du Sud*, Tristan Mendès France, Favre (2002).

[8] « The Rhodesian Army : Counter-insurgency 1972-1979 » in *Armed forces and modern counter-insurgency*, Ian F.W. Beckett and John Pimlott, Croom Helm (1985).

[9] « Israeli Connection Not Just Guns for Guatemala », George Black, *NACLA Report on the Americas*, 17:3, pp. 43-45, DOI : 10.1080/10714839.1983.11723592

[10] « Qualification du sionisme », ONU (Assemblée générale) , *Réseau Voltaire,* 10 novembre 1975.

**Réseau Voltaire | 20 janvier 2024**

# L'interview annuelle de Nicolas Maduro par Ignacio Ramonet !





**« Nous sommes en train de construire un nouveau modèle économique diversifié qui nous donne une indépendance absolue vis-à-vis du monde entier. »**

**IR :** Monsieur le Président, pour continuer avec le bilan de l'année, vous avez défini huit axes de travail très importants pour 2023. Et parmi eux, les lignes de l'économie. J'aimerais vous demander quelle est votre évaluation de cette approche et quelles sont les principales réalisations dans ces huit lignes de travail ?

**NM :** Je pense que 2023 a marqué un pas en avant, aussi. Nous avons dix trimestres de croissance économique continue qui ont commencé à la fin de 2021. Et nous avons réussi à maintenir la croissance dans ce que j'ai défini comme l'agenda économique bolivarien, 18 moteurs, les 18 moteurs vont étape par étape ; ces 18 moteurs ont besoin de politiques publiques, d'incitations, d'investissements, d'un marché national, d'un marché international, d'une bonne gestion publique, d'une bonne gestion privée, d'une bonne coordination. Je pense que nous sommes parvenus à une coordination parfaite avec tous les acteurs économiques internes du pays, et je pense que nous avons un niveau très élevé de dialogue et de compréhension avec les acteurs économiques internationaux qui arrivent avec leurs nouveaux investissements. Il s'agit là d'une grande réussite de ces dernières années, qui sera consolidée en 2023. J'ai quelques chiffres importants à te communiquer.

**IR :** La croissance en 2022 a été de 12 % environ ?

**NM :** C'est exact.



**Avec l'ex-présidente du Brésil Dilma Rousseff, présidente de la Banque de Développement des BRICS (Shanghai)**

**IR :** En 2023, quelle est la croissance du Venezuela ?

**NM :** La Banque Centrale n'a pas encore donné de chiffres, mais on me dit que les 4,5 % prévus par la CEPAL (ONU) pourraient être atteints. Cela représente dix trimestres consécutifs de croissance. Tout cela, encore, au milieu d'un siège et avec nos propres investissements. Comme je l'ai dit, avec nos propres forces.

Une croissance de 5 % de l'activité agricole. Nous avons déjà cinq trimestres consécutifs de croissance de plus de cinq points de l'activité agricole, en produisant notre propre nourriture. Nous exportons même une partie de cette nourriture. Dix trimestres de croissance soutenue de 4 % de l'ensemble de l'activité manufacturière privée du pays, dans le cadre d'une reprise soutenue et durable, il reste encore une grande marge de croissance pour l'ensemble du secteur manufacturier. Environ 4 % de croissance de l'activité commerciale jusqu'au troisième trimestre. Ce quatrième trimestre, qui vient de s'achever en décembre, a atteint un niveau beaucoup plus élevé, l'activité commerciale s'est intensifiée, avec une force impressionnante. La production de l'industrie alimentaire et des boissons a augmenté de plus de 1,6 %. J'ai d'autres données ici. Je ne vais pas te noyer avec toutes les données.

**IR :** Mais la tendance est très positive ?

**NM :** Oui, la tendance est positive. En ce qui concerne les prises de pêche, le rétablissement de la capacité de pêche du pays, nous avons enregistré cette année une croissance de 25 %. Dans l'aquaculture, qui est également une activité à laquelle nous avons accordé une attention particulière, nous avons enregistré cette année une croissance de 20 %. Dans le seul secteur de la crevette, qui est un secteur d'exportation, nous avons enregistré une croissance de 98 % en 2023. Une augmentation de la production industrielle, agro-industrielle… Et l'arrivée d'importantes entreprises européennes, états-uniennes, chinoises, indiennes, etc., etc., pour investir dans le pétrole, le gaz et les entreprises de base.

Cela signifie que, dans les conditions établies par notre Constitution et nos lois, nous sommes en progression. Cette année, les recettes fiscales ont augmenté de 25,8 %, mais je dirais que, conformément aux besoins du pays et aux attentes de nos plans sociaux pour le redressement de l'État de bien-être social, les recettes fiscales – bien qu'elles aient beaucoup augmenté cette année – ont encore beaucoup de chemin à faire pour garantir des revenus qui nous permettront d'améliorer les revenus des travailleurs, des travailleuses et les investissements sociaux.

Cette année, jusqu'au mois de novembre, nous dépassons les 5.181 millions de recettes. Cela signifie qu'il y a un ensemble d'éléments très importants, la stabilité des taux de change, la fin définitive de l'hyperinflation, nous avons combattu l'inflation comme un mal structurel, séculaire, de l'économie, et avec les politiques que nous mettons en œuvre, nous avons de sérieuses chances d'améliorer cet élément, cette variable dans les mois et les années à venir.

Le portefeuille de crédit a augmenté de 91 % par rapport à 2022. Quatre- vingt-onze pour cent. Il s'agit de chiffres encore modestes, de l'ordre de 1,4 milliard de dollars. Le Venezuela aurait besoin de quatre, six, huit milliards de dollars, pour le portefeuille de crédit, ou beaucoup plus pour l'investissement ; mais c'est quelque chose qui a été réalisé d'une manière soutenue, durable.

**IR :** Et tout cela dans le contexte d'un pays bloqué et assiégé. Ce qui est d'autant plus méritoire.

**NM :** C'est bien de le rappeler. Car malgré les progrès que nous avons réalisés avec les accords de la Barbade, dont nous allons parler, et les discussions avec le gouvernement des États-Unis, le Venezuela n'a aujourd'hui aucun compte à l'étranger, il continue d'être un pays persécuté et assiégé. Nous avons obtenu tout cela grâce à nos propres efforts, nous les Vénézuéliens, nous seuls, je peux te le dire, avec fierté. Le secteur privé, petit, moyen, grand, avec quelques investissements venant de l'étranger, avec des politiques publiques consensuelles, correctes, pertinentes, justes, nous y sommes parvenus grâce à nos propres efforts, pratiquement seuls dans ce monde.

**IR :** Sans investissements étrangers significatifs ?

**NM :** Pour le dire avec le grand Ho Chi Minh, il s'agit de « penser avec notre tête, marcher avec nos pieds et construire avec nos mains », sans dépendre de personne. Sais-tu ce que l'on ressent ? Que nous sommes à un stade – et je le dis ici, dans la maison où est né Bolivar, le géant de l'Amérique – où nous construisons un nouveau modèle économique diversifié qui nous donne une indépendance absolue vis-à-vis du monde entier, si nécessaire. Un autre élément pour ton analyse, et pour l'analyse de tous ceux qui nous lisent ici dans le monde : en 2023, le Venezuela a atteint le niveau le plus élevé d'approvisionnement interne de son marché intérieur au cours des vingt-cinq dernières années, soit 97 %, essentiellement grâce à sa propre production et à l'activité des secteurs économiques privés avec des importations complémentaires, avec une politique très claire sur ce qui est importé, sur ce qui n'est pas importé et sur la protection du producteur national.

Je pense donc que nous faisons de grands progrès. Je dis toujours, bien sûr, qu'il y a encore un long chemin à parcourir, surtout pour générer la richesse, l'argent dont nous avons besoin pour avoir un impact sur les salaires et les revenus. Nous avons fait de notre mieux pour améliorer le revenu intégral des travailleurs, le revenu intégral minimum des travailleurs. Nous avons également réalisé un circuit avec les Grandes Missions et les Missions pour protéger la santé publique, l'éducation publique, la construction de 500.000 logements par an, pour protéger, avec le CLAP et les programmes alimentaires, le droit des personnes à l'alimentation, et pour placer les êtres humains au centre et les protéger intégralement pendant que nous récupérons la capacité, non seulement de générer et de produire des biens, des produits, des services, mais aussi de la richesse liquide, qui est l'objet de notre principal effort, et je sais que nous y parviendrons. Je sais que nous allons y parvenir. J'en suis sûr.

**« Nous avons démantelé les mafias carcérales »**

**IR :** Monsieur le Président, il y a une autre réalisation importante que vous n'avez pas mentionnée, à savoir la sécurité. Pendant longtemps, l'une des critiques les plus systématiques des médias internationaux, y compris pour critiquer la révolution bolivarienne, était de dire que le Venezuela était un pays très peu sûr, très dangereux, que Caracas était une ville dominée par la criminalité, la délinquance ; tout cela a changé jusqu'à un certain point. Aujourd'hui, Caracas est une ville de plus en plus paisible, de plus en plus sûre, les nuits de Caracas sont redevenues vivantes, comme peuvent le constater les touristes, les voyageurs, les correspondants étrangers ; c'est une réussite énorme. Pouvez-vous nous expliquer comment vous avez réussi à obtenir ce résultat, qui semblait presque impossible ?

**NM :** Un énorme travail a été réalisé sur la base d'un concept appelé « Cuadrantes de Paz » (zones de paix). Ces zones de paix sont un concept territorial. Aujourd'hui, nous avons trois mille « cuadrantes de paz ».

**IR :** Dans tout le pays ?

**NM :** Oui, dans tout le pays. Cette zone de paix, qui réunit-elle ? Les forces de police et de sécurité, l'organisation populaire, tout le pouvoir populaire dans sa diversité, et toutes les institutions impliquées dans la sécurité. Ces zones de paix ont contribué à libérer les territoires où le taux de criminalité était plus élevé et à établir les règles de fonctionnement des communautés de paix ; je pense que les zones de paix, les communautés de paix, sont l'un des éléments.

L'autre élément concerne le travail de renseignement pour démanteler les gangs criminels les plus dangereux, qui sont comme des gangs de nouvelle génération, des gangs plus armés, plus organisés, avec beaucoup d'argent. Nous avons mené des opérations de renseignement et des frappes chirurgicales contre des gangs dans différentes villes et différents endroits du pays. Par exemple, à Caracas, on se souvient de la frappe chirurgicale que nous avons menée contre les gangs d'un quartier connu dans le monde entier, la Cota 905. Cela a permis d'instaurer à Caracas un climat de coexistence, de tranquillité et de paix, car il y avait là un foyer, la Cota 905, un foyer incroyable, lié aux bandes criminelles de Colombie à l'époque d'Iván Duque. Lorsque nous sommes entrés dans leur repaire, la première chose que nous avons trouvée était une vingtaine de paramilitaires colombiens sur une montagne, s'entraînant pour une prétendue « insurrection populaire » à Caracas qu'ils allaient diriger, pour te donner une idée.

Troisièmement, cette année, 2023, des progrès ont été réalisés dans le démantèlement des mafias carcérales dans des prisons très représentatives du centre du pays, de l'ouest, des Andes, de l'est et du sud du pays.

Je pense que cela a été un coup très important pour mettre fin à ces mafias carcérales, pour leur enlever ce centre de criminalité. C'est une politique, que nous appelons l'opération Gran Cacique Guaicaipuro, et elle va se poursuivre.

En ce sens, je suis convaincu que nous allons continuer à progresser au Venezuela en tant que territoire de sécurité et de paix. Et j'en appelle toujours à la population : cela ne dépend pas d'un seul homme, cela dépend de l'effort commun que nous déployons dans les zones de paix, c'est la méthode.

Je l'ai même dit à certains gouvernements d'Amérique latine – je ne vais pas citer de noms – : je voudrais partager avec vous l'expérience de ces zones de paix pour que vous puissiez voir que la fusion et l'union sur le territoire des forces de l'ordre, des forces de police et de l'organisation sociale – dans le cas du Venezuela, le pouvoir populaire – donne des résultats importants.

**« Le président du Guyana se moque de Lula, de la Celac et de la CARICOM… »**

**IR :** Monsieur le Président, une autre réalisation importante, comme nous l'avons mentionné précédemment, est le récent référendum sur la région de l'Esequibo, qui a été un succès parce qu'on a vu le soutien que la population a apporté à cette revendication. Le succès de ce référendum a contraint le président du Guyana à s'asseoir avec vous pour discuter directement du sort de l'Esequibo. Mais depuis, il y a eu l'envoi – que vous avez dénoncé – d'un navire de guerre britannique au large du Guyana. Dans ces conditions, comment voyez-vous l'avenir des négociations avec le Guyana sur l'Esequibo ?

**NM :** Pour l'instant, nous pourrions dire que nous traversons un moment de turbulence. Parce que le Guyana n'agit pas comme la République Coopérative du Guyana, il agit encore comme la « Guyane britannique », et accepte qu'un navire de guerre se rende sur ses côtes et de là, menace le Venezuela. Parce que ce navire de guerre, dès qu'il est parti vers ses côtes, a menacé le Venezuela. Et les déclarations impertinentes et insolentes du ministère britannique des affaires étrangères ont réaffirmé cette menace à l'égard du Venezuela. C'est ainsi qu'ils se comportent, le président du Guayana se comporte comme le président d'une Guyane britannique coloniale. Il se comporte comme un pays prisonnier, soumis. Je n'accepte pas ses excuses, je ne les accepte pas ! Le président Irfaan Ali tente de s'excuser en affirmant que le Guyana ne menacera jamais le Venezuela. Mais ce n'est pas lui qui a proféré un mot de menace, ce sont ses maîtres, c'est le vieil empire britannique, déclinant, en pleine décomposition, qui a envoyé un navire de guerre… Ils croient que le Venezuela est le Venezuela de 1902, quand ils sont venus avec leurs navires bombarder Maracaibo, Puerto Cabello, La Guaira ; quand ils sont venus massacrer le peuple du Venezuela pour imposer la sentence arbitrale de 1899, pour recouvrer les dettes illégales et immorales du XIXe siècle. Non, le Venezuela n'est plus celui de 1902, le Venezuela de Cipriano Castro. Non, non. C'est un Venezuela qui dispose de la puissance militaire pour se défendre. Et je le dis avec humilité, avec simplicité. Parce que je connais très bien les militaires vénézuéliens. Et je sais qu'elles donneraient leur vie pour défendre la souveraineté de ce pays, pour protéger ce pays. Je vous l'ai dit, nous sommes un peuple de paix. Pour faire le bien, comptez toujours sur nous. Pour les mauvaises choses, il vaut mieux ne

*suite à la page(16)*



**Cinquième visite d'État en Chine, du 8 au 14 septembre 2023.**

# Pourquoi nous sommes léninistes



**100e anniversaire de la mort de Vladimir Ilitch Oulianov, Lénine, il est mort le 21 janvier 1924, à l'âge de 53 ans, dix mois après avoir subi une attaque cérébrale dévastatrice.**

Par Julien Arseneau

Il est difficile de trouver une figure plus calomniée dans l'histoire humaine que celle de Vladimir Ilitch Lénine. Dictateur, meurtrier, cynique, immoral : tout y passe. Ce concert est l'affaire d'à peu près toutes les tendances politiques, de la droite conservatrice au libéralisme, en passant par les réformistes et les anarchistes. Malheureusement, des décennies de dictature stalinienne en URSS ont contribué à forger cette caricature.

Mais rien de tout cela ne correspond à ce qu'était Lénine. Fondateur du parti le plus révolutionnaire de l'histoire, théoricien marxiste qui fait époque, dirigeant de la première révolution ouvrière victorieuse au monde, la contribution de Lénine au mouvement communiste est sans commune mesure. Et c'est précisément pourquoi il est si détesté de la classe dominante aujourd'hui.

Une connaissance des idées authentiques de Lénine est essentielle pour quiconque souhaite voir une révolution communiste victorieuse aujourd'hui. En cette année 2024, centenaire de la mort du grand révolutionnaire, nous donnerons dans les pages de Révolution communiste une place de choix à ses textes, faisant découvrir à nos lecteurs les idées qui peuvent changer le monde. Malgré les calomnies, les mensonges et les caricatures, le léninisme a résisté à l'épreuve du temps.

**Un parti révolutionnaire de lutte**

La plus grande contribution de Lénine au mouvement communiste est son insistance sur la nécessité d'un parti révolutionnaire pour réussir à renverser le capitalisme. C'est ce que nous, Révolution communiste, visons à bâtir aujourd'hui.

En 1900, Lénine fonde le journal Iskra, autour duquel bâtir le parti révolutionnaire. Il affirme dans la déclaration de lancement qu'il faut « nous unir étroitement et orienter tous nos efforts vers la formation d'un parti solide, combattant sous le drapeau commun de la social-démocratie révolutionnaire ». La « social-démocratie révolutionnaire » est un terme de l'époque pour le marxisme.

Une telle organisation marxiste ne peut être improvisée au moment d'une révolution; elle doit être bâtie à l'avance. Dans Par où commencer?, Lénine explique : *« [L]a constitution d'une organisation de combat et l'agitation politique sont obligatoires dans n'importe quelles circonstances "ternes, pacifiques", dans n'importe quelle période de "déclin de l'esprit révolutionnaire". Bien plus, c'est précisément dans ces circonstances et dans ces périodes qu'un pareil effort est nécessaire, car au moment de l'explosion, de la conflagration, il est trop tard pour créer une organisation; elle doit être déjà prête, afin de déployer immédiatement son activité. »*

Cette idée de Lénine a été confirmée par plus de cent ans de révolutions. La classe ouvrière est créée par le capitalisme. C'est celle qui, par la force du nombre et sa place dans la production, a le potentiel de renverser le système capitaliste, et d'établir une société libérée de l'exploitation, une société communiste. Il est arrivé d'innombrables fois dans l'histoire qu'elle se soulève dans un pays après l'autre. Cependant, l'histoire démontre qu'une révolution ne peut arriver à renverser le capitalisme spontanément. Un parti révolutionnaire est nécessaire pour y arriver, et il ne peut pas être créé dans le feu de la lutte.

Dix ans avant la révolution russe de 1917, Lénine soulignait l'importance des premières années d'efforts : « L'Iskra s'est battue pour la création d'une organisation de révolutionnaires professionnels, […] elle l'a préservée, malgré la scission qui devait se produire par la suite entre partisans de l'Iskra, malgré tous les remous de la tempête, et cela pendant la durée entière de la révolution russe [la révolution vaincue de 1905], de 1901-1902 jusqu'en 1907. »

Seule la création d'un tel parti révolutionnaire a permis la victoire de 1917. Les bolcheviks, forts d'une expérience de 20 ans à bâtir le parti, élaborer des perspectives et des tactiques pour gagner les travailleurs à leur cause, ont réussi à amener la classe ouvrière au pouvoir.

Notre tâche est la même aujourd'hui. Tôt ou tard, des soulèvements révolutionnaires auront lieu au Canada. Il faudra qu'il existe à l'avance un parti communiste révolutionnaire si nous voulons gagner.

**Cadres marxistes**

La tâche de construction du parti ne peut pas être laissée au hasard. Elle ne se fera pas de manière spontanée, sans un souci de professionnalisme, du sérieux et des sacrifices. Lénine insistait pour la création d'une organisation combative de « révolutionnaires professionnels », trempés dans la théorie marxiste, prêts à se consacrer entièrement à la lutte, ce que nous appelons aujourd'hui des cadres marxistes.

Dans les premières années du mouvement marxiste russe, une polémique fait rage entre Lénine et ceux qu'on appelle les « économistes ». Ceux-ci croient que le rôle des militants communistes est simplement d'accompagner les travailleurs dans leurs luttes quotidiennes immédiates. Ils fétichisent la lutte « spontanée », économique des travailleurs, et minimisent l'importance de « la politique ». Ils méprisent la lutte théorique.

Ces tendances sont encore bien présentes aujourd'hui. De nombreux groupes socialistes ou communistes vouent un souverain mépris pour l'étude de la théorie marxiste. Ils affirment que ce n'est pas « notre » travail « d'éduquer » les travailleurs, que les questions théoriques ne les intéressent pas vraiment de toute façon. Ils ne réalisent pas qu'ils font preuve ici d'une incroyable condescendance envers les travailleurs. Le léninisme, c'est l'antithèse de ces préjugés répugnants.

Dans son ouvrage Que faire?, Lénine met de l'avant la nécessité pour les communistes, non pas de simplement soutenir les travailleurs dans leurs luttes, mais de travailler à élargir leurs horizons, de lier les luttes immédiates à un combat plus large contre le capitalisme.

Pour ce faire, une étude de la théorie marxiste et de son application dans la lutte de classe est essentielle. « Sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire. »

Le programme communiste est le résultat des généralisations tirées de l'histoire de la lutte des travailleurs. Nos perspectives s'élaborent grâce à une compréhension des dynamiques de l'économie capitaliste, des conflits inter-impérialistes, de l'histoire de la lutte des classes en général. Sans le socle de la théorie marxiste et son étude rigoureuse, nous ne sommes rien.

Il est du devoir de chaque communiste individuel de s'adonner à une étude sérieuse de ces idées. C'est ainsi que nous créerons un parti de cadres communistes capable de coordonner les efforts de la classe ouvrière en vue de la prise du pouvoir.

Contre cette insistance sur la théorie marxiste, nous entendons souvent cette idée : pourquoi « la gauche » ne peut-elle pas simplement s'unir? Ne pouvons-nous pas laisser nos « petites » différences de côté? La réalité est que des groupes ou organisations qui « s'unissent » en mettant de côté les différences, soit le font basé sur le plus petit commun dénominateur, ou soit que les désaccords fondamentaux ressurgissent à chaque pas et paralysent l'action. Lénine répondait ainsi à cette objection : *« Avant de nous unir, et pour nous unir, nous devons commencer par nous démarquer nettement et résolument. Sinon, notre unité ne serait qu'une fiction couvrant le désordre existant et empêchant d'y mettre radicalement fin. »*

Bien que les léninistes soient toujours prêts à travailler avec d'autres tendances dans le mouvement, nous tenons à préserver notre identité et nos idées communistes distinctes, persuadés de pouvoir gagner les travailleurs et les jeunes.

Les communistes ne se font pas d'illusions. En temps normal, nous sommes la minorité. Les idées dominantes sont les idées de la classe dominante. Être communiste, c'est se préparer à être une minorité pour une bonne partie de sa vie.

Mais le capitalisme crée constamment les conditions de crise qui amènent les travailleurs à rejeter le système et à chercher une solution de rechange. Nous vivons une telle époque à l'heure actuelle. Après une période historique d'isolement, les communistes nagent maintenant avec le courant. Des millions de jeunes dans tous les pays s'ouvrent au communisme.

Les conditions se créent sous nos yeux où les idées de Marx et Lénine trouveront un énorme écho. Si chacun de nous se bâtit en tant que cadre marxiste, et si nous nous unissons dans une même organisation, l'avenir nous appartient.

**Internationalisme**

Le socialisme est international ou il n'est rien. Sans la victoire des travailleurs dans au moins quelques pays, il est impossible de bâtir le socialisme. C'est ce que l'expérience de l'URSS a bien montré. Même sur un territoire recouvrant le de la planète, le « socialisme dans un seul pays », cette idée de Staline, s'est révélé une utopie.

Toute sa vie, Lénine se voyait non pas comme un militant russe, mais comme un soldat du mouvement ouvrier mondial. Cet esprit traverse l'ensemble de ses écrits. Le Parti ouvrier social-démocrate de Russie qu'il travaillait à bâtir était la section russe de l'Internationale socialiste fondée par Engels en 1889.

Se concentrant sur la Russie, jamais Lénine n'a détourné ses yeux du fait que la lutte en Russie était liée à la lutte des ouvriers du monde entier. Lénine entrevoyait la possibilité que la révolution commence en Russie, mais que pour gagner, elle devait absolument s'étendre aux travailleurs de l'Europe.

Lorsque la Première Guerre mondiale éclate en 1914, en tant qu'internationaliste, Lénine se retrouve isolé.

Tandis que les bolcheviks étaient éprouvés par leur lutte contre l'État tsariste et la classe dirigeante de Russie, les autres partis « socialistes » d'Europe s'étaient habitués à la bonne entente et aux compromis avec la leur.

La collaboration de classe en temps de paix s'étend au temps de guerre. En peu de temps, la majorité des militants socialistes dans le monde capitulent devant le chauvinisme national. À l'exception de la Russie et de la Serbie, toutes les sections nationales de l'Internationale socialiste appuient leur bourgeoisie dans la guerre. C'est l'effondrement ignominieux de l'Internationale.

Lénine est parmi la petite minorité qui résiste au chauvinisme, et qui appelle à lancer une nouvelle internationale. En septembre 1915, ce petit groupe se réunit à Zimmerwald, en Suisse, pour une conférence des militants internationalistes d'Europe. En préparation pour la conférence, Lénine écrit : *« On conçoit parfaitement que, pour fonder une organisation marxiste internationale, il faut que la volonté de créer des partis marxistes indépendants existe dans les différents pays. […] Nous ne savons pas ni ne pouvons savoir comment les choses évolueront dans les prochaines années sur le plan international. Mais ce que nous savons à coup sûr, ce dont nous sommes fermement convaincus, c'est que notre Parti, dans notre pays, travaillera inlassablement dans cette direction et, par toute son activité quotidienne, créera une section russe de l'Internationale marxiste. »*

Bien qu'à ce moment, « l'Internationale marxiste » n'existait pas, Lénine se voyait comme un militant d'une telle organisation! L'esprit internationaliste traverse l'ensemble de la vie et des écrits de Lénine.

Deux ans après Zimmerwald, en 1917, les bolcheviks prennent le pouvoir, et affirment tout haut que la révolution socialiste mondiale commence. En mars 1919, l'Internationale communiste est fondée, et des partis communistes voient le jour dans tous les pays. Cette internationale faisait trembler la bourgeoisie partout dans le monde.

S'il y a bien une chose que le stalinisme a souillée, c'est cette fière tradition d'internationalisme. Staline lui-même a dissous l'Internationale communiste en 1943 en guise de geste d'amitié avec les impérialistes occidentaux. Les partis communistes restants aujourd'hui ont absorbé les préjugés nationalistes de leur bourgeoisie. Un exemple typique de cette tendance est le Parti communiste britannique, qui défend le « patriotisme progressiste ». Ces partis ne sont pas réunis dans une internationale commune – sans parler du fait que nombreux sont ceux qui ne parlent de lutte contre le capitalisme que sporadiquement.

Les militants réunis autour de Révolution communiste ne sont pas dans une organisation nationale. Nous sommes tout simplement les militants de la Tendance marxiste internationale au Canada. Alors que partout, la gauche ne voit pas plus loin que le bout de son nez, nous appartenons fièrement à une authentique organisation internationale.

Rejoindre les rangs de Révolution communiste, c'est avant tout rejoindre les rangs d'une organisation communiste internationale de milliers de membres. Nous luttons dans nos pays respectifs avec un programme et des idées communes à nos camarades de lutte partout dans le monde, issus de décennies d'expérience accumulée. Et c'est ce qui nous donne l'entière confiance que nous réussirons.

**Surmonter tous les obstacles**

Il est impossible de rendre pleinement justice au léninisme dans ce court article. Il n'y a pas de meilleure façon d'en apprendre sur Lénine qu'en lisant les innombrables textes qu'il a laissés sur tous les sujets imaginables. Ils constituent un legs précieux. Cette année, nous comptons rééditer des textes de Lénine, qui, nous l'espérons, contribueront à former des centaines de communistes partout au Canada.

Mais s'il y a bien une chose qui caractérise le léninisme, c'est une volonté de fer de surmonter tous les obstacles devant nous, ainsi qu'une confiance inébranlable dans la classe ouvrière et la jeunesse.

Toute sa vie, Lénine était la voix qui secouait ses camarades, et les incitait à redoubler d'énergie pour construire le parti révolutionnaire. Au milieu de la révolution de 1905, il s'indignait de la passivité des bolcheviks devant la radicalisation des masses. Dans une lettre à un camarade, il écrit : *« Il y a des hommes en Russie, tant qu'on veut. Il faut seulement recruter des jeunes plus largement et plus hardiment, encore plus hardiment et plus largement, toujours plus hardiment et plus largement, sans craindre la jeunesse. Nous sommes en temps de guerre. La jeunesse décidera de l'issue de la lutte, la jeunesse étudiante et plus encore la jeunesse ouvrière. Secouez toutes les vieilles habitudes d'immobilité, de respect hiérarchique, etc.! Formez des centaines de cercles de jeunes sympathisants de Vpériod et encouragez-les à travailler sans arrêt. […] Il faut grouper et mettre en mouvement avec la promptitude la plus grande tous ceux qui ont de l'initiative révolutionnaire. »*

Ces lignes respirent le sentiment d'urgence d'organiser la jeunesse et les travailleurs. Aujourd'hui comme à l'époque, nous devons être habités de ce sentiment, et travailler d'arrache-pied à bâtir une organisation communiste. Personne ne le fera à notre place.

Le système capitaliste nous entraîne dans l'abîme. Jamais depuis des générations n'a-t-on vu un tel malaise social, une telle montée de la pauvreté, de la misère et des inégalités. Mais la crise du capitalisme prépare une période révolutionnaire – même ici au Québec et au Canada.

La victoire dépendra de notre capacité à créer à temps un parti communiste révolutionnaire comme Lénine et les bolcheviks l'ont fait par le passé. Si vous êtes interpellés par cette lutte, n'attendez pas et rejoignez Révolution communiste!

**La Riposte socialiste**
**21 Janvier 2024**

# La néo-barbarie



Des soldates ukrainiennes

Par André Charlier

En Ukraine, les troupes russes ont affirmé avoir récemment affronté des *soldates* – de jeunes Ukrainiennes en uniforme – et en avoir capturé plusieurs, dont une au moins était enceinte. Il semblerait donc qu'après avoir subi des pertes effroyables (environ 400 000 morts, ce qui voudrait dire aussi, en plus, 1 200 000 blessés, la proportion « normale » en guerre moderne étant de 3 blessés pour un mort) la clique Zélenski ait décidé d'expédier au *hachoir à viande* des femmes en âge de procréer.

*C'est très grave…*

Il peut sembler sexiste que la guerre soit, depuis des millénaires, une affaire d'hommes. Et je ne doute pas que certaines féministes pensent que le privilège masculin d'aller se faire transformer en viande hachée dans quelqu'abattoir baptisé *champ de bataille* soit une manifestation de plus du bien connu chauvinisme mâle. Toutefois, il y a d'excellentes raisons d'épargner à la plus belle moitié de notre espèce les bouts de métal circulant à la vitesse grand V, explosions, et autres avanies courantes en guerre. Car alors que n'importe quel porteur de phallus en état de marche peut mettre un bébé en chantier en dix secondes ou moins, cela prend neuf mois à une femme pour accoucher du produit fini (compte non tenu des dix-huit ou vingt ans de soins nécessaires pour le mener à l'état d'adulte indépendant, soins dont se chargent principalement… les femmes!). Il est donc évident qu'envoyer en masse des femmes se faire étriper au front, quelque puisse être leur héroïsme, est une très mauvaise idée : à la limite, cela met en péril la production même d'une prochaine génération *par absence de mères potentielles.* Si des quantités massives de jeunes Ukrainiennes se font massacrer, QUI donnera naissance aux futurs Ukrainiens ? Certainement pas Zélenski : aux dernières nouvelles, il n'est pas, en tant que membre du sexe mâle (si sa barbe n'est pas postiche) équipé pour !

Soit dit en passant, il est criminel d'envoyer des gens, femmes ou hommes, se faire massacrer dans une guerre manifestement perdue. Et perdue elle l'est : la contre-offensive ukrainienne de l'automne dernier a été un échec retentissant. Informés par Zélenski, Zaloujni et bien d'autres de tout ce qui concernait cette attaque (ce qui est une première dans l'histoire militaire : d'habitude, on fait l'impossible pour cacher ses intentions) les Russes avaient préparé aux Ukrainiens un Comité de Réception en bonne et due forme. En gros, une version revue, corrigée et modernisée de ce que l'Armée Rouge soviétique avait fait à la Wehrmacht hitlérienne à Koursk, en juillet 1943 (voir *The Battle of Kursk,* par David M. Glantz et Jonathan M. House, University Press of Kansas, 1999). Et alors que la Wehrmacht avait presque percé les lignes soviétiques, et n'avait été stoppée que par une charge héroïque de la 5e Armée de tanks de la Garde du général Pavel Rotmistrov, l'armée Ukrainienne, l'automne dernier, a été arrêtée en avant des premières lignes Russes, dans ce qu'on appelait autrefois le *no man's land.*

Actuellement, en Janvier 2024, les Russes semblent se concentrer dans la destruction de tout ce qui peut avoir une utilité militaire en Ukraine, à coups de frappes de *drones* (avions sans pilote guidés) et de missiles subsoniques, supersoniques et hypersoniques, en gros tous les 5 jours – le temps bien sûr d'évaluer les dégâts. Et ils prennent un malin plaisir à cibler les hôtels logeant les mercenaires étrangers et les *gwo palto* de l'OTAN. Je viens d'apprendre qu'un de ces hôtels, à Kharkov, qui abritait 200 mercenaires française, vient ainsi de partir en fumée, avec contenu bon à ramasser à la petite cuiller. *C'est la guerre…*

Il semblerait que ces « mercenaires » aient été, en fait, des militaires français en service actif. Inutile de rappeler qu'envoyer des militaires participer à des opérations dans un pays étranger est un acte de guerre. Les Russes ne semblent pas vouloir envenimer les choses. Toutefois, l'ambassadeur de France à Moscou a été convoqué au ministère russe des Affaires Etrangères, où il s'est fait, je suppose, tirer un peu les oreilles, car Macron s'est empressé de déclarer que la France n'est pas en guerre avec la Russie. On aurait cru…

L'audace de Macron vient certainement du fait qu'il sait que Vladimir Poutine n'est pas homme à lancer un Kinjal sur son palais de l'Elysée (Bons baisers de Moscou, Emmanuel dorogoy!). Mais la vie m'a appris que les gens calmes, lorsqu'on les pousse à bout, peuvent se révéler d'humeur particulièrement massacrante. Et qui cherche les ennuis finit toujours par les trouver…

Autre provocation : l'OTAN (encore lui!) lance des manœuvres tout près des frontières occidentales de l'Ukraine, avec 90 000 hommes. Mais la STAVKA russe doit bien rigoler : il y a, en Ukraine et dans les environs, au bas mot 700 000 soldats russes, avec tous les *batanklan etenn souf* qu'ils peuvent désirer. Alors, si le cœur vous en dit, Messieurs les OTANiens…

Et ce fou furieux de Zélenski qui, maintenant, menace publiquement les enfants et petits-enfants du président russe ! S'il se prenait un Iskander M dans la barbe à poux, il ne l'aurait pas volé…

En 2022, Frau Ursula van der Leyen, qui sévit à la Commission Européenne, avait déclaré que les Russes en étaient réduits à extraire les microchips de leurs machines à laver pour les mettre dans leurs missiles. A constater la précision quasi-magique des Kinjal (« poignard ») Kalibr, et autres Iskander (« Alexandre le Grand ») force est de conclure que les lessiveuses des Katia, Liouba, Galina, *elatriye,* étaient de First Quality ! Incidemment, le Kinjal vole dix fois plus vite que le son, peut changer de direction et d'altitude, et tombe verticalement à trois mètres ou moins de sa cible. Allez arrêter cette Sainte Terreur !

Le *Projet Ukraine,* qui était de se servir des Ukrainiens comme chair à canon pour démembrer la Russie en cinq morceaux que l'Occident soi-disant chrétien pourrait facilement piller, a échoué, tout comme le rêve sanguinaire du caporal moustachu autrichien. Il ne s'agit plus de savoir *si* l'Ukraine va devoir capituler, mais *quand.* Mais en attendant, après avoir expédié tous les hommes en état de porter les armes à la boucherie, la clique néo-nazie au pouvoir à Kiev veut de surcroît exterminer les femmes. *C'est affreux.*

En Juillet 1944, le vieux maréchal Gerd von Rundstedt, criminel de guerre comme la plupart, mais intelligent, voyant l'Allemagne prise en sandwich entre les Anglo-Américains suréquipés, à l'Ouest, et une Armée Rouge de fort mauvaise humeur à l'Est, avait répondu à Alfred Jodl, qui lui demandait que faire, *Faites la Paix, imbéciles !* Le maréchal, qui en était à sa deuxième guerre perdue, savait au moins juger une situation stratégique. Il semblerait que personne, en Occident et en 2024, ne sache plus le faire. A moins que les grands fabricants d'armes, qui ne s'engraissent que lorsque les gens s'étripent, n'aient colonisé les gouvernements…

A Gaza, l'État juif d'Israël est en train de faire aux Palestiniens ce que l'Allemagne Nazie fit aux Juifs d'Europe. Il n'y manque guère que les fours crématoires… L'Empire du Bien proteste – plus ou moins mollement – et refile *anba-anba* quelques grosses bombes de plus aux bombardiers génocidaires de *Mein Führer* Benyamin Netanyahou.

L'Occident prétendu chrétien semble n'avoir qu'une solution *one size fits all* à tous les problèmes possibles et imaginables : ***la guerre éternelle.*** Ce n'est pas autre chose qu'un retour *Hi Tech* à la barbarie des temps anciens, où la force primait le Droit, et la raison du plus fort était toujours la meilleure. Cependant, il n'est plus, et de loin, le plus fort. Alors *Nou poko fin wè, nou fenk kare wè !* (Daniel Fignolé, 1957).

*« Tu as semé le vent, tu récolteras la tempête... »* proclame la Bible depuis trois mille ans. La néo-barbarie dominante en Occident ne l'a certainement pas lue. Elle devrait…

# Gaza: dans la lignée de George Washington




**George Washington, le 1er président des Etats-Unis, figure sur le billet de un dollar. Très rares sont ceux qui savent que les Iroquois l'appellent "le destructeur de villes" – Hanadahguyus – parce qu'il a détruit de nombreux villages indiens**

Par Alexandra Panaguli

**L'attaque et les représailles**

Le ministre des finances détermine qui va figurer sur les billets de banque étatsuniens. Un des critères est que le personnage soit décédé. Un autre est qu'il soit bien connu du public. Ainsi c'est George Washington qui orne le billet le plus utilisé, celui de un dollar étatsunien. Or, demandez à qui vous voulez et elle/il vous répondra que c'était un des présidents étatsuniens, avec un peu de chance il/elle ajoutera que c'était le premier, tout à la fin du 18ème siècle. Très, très rares sont ceux ou celles qui savent qu'on l'appelle également "le destructeur de villes" – Hanadahguyus – le nom que les Indiens Iroquois lui ont donné suite à la *"première campagne génocidaire de l'histoire des États-Unis"* selon l'historienne étatsunienne Rhiannon Koehler, spécialiste des questions amérindiennes.

[Hostile Nations. Quantifying the Destruction of the Sullivan-Clinton Genocide of 1779

Rhiannon Koehler, The American Indian Quarterly, University of Nebraska Press

Volume 42, Number 4, Fall 2018 pp. 427-453

https://www.semanticscholar.org/paper/Hostile-Nations%3A-Quantifying-the-Destruction-of-the-Koehler/5194e79dfae4da1a98ef-d6953a49df3820468bdb]

Comme décrit au Musée national des Indiens d'Amérique à New York, «Au cours de l'été 1779, George Washington ordonna à ses généraux Clinton et Sullivan d'attaquer et d'incendier la ville de Haudenosaunce (Iroquois). Les mères du clan Cayuga ont été informées de l'approche de l'armée. Elles ont demandé aux dirigeants Oneida alliés aux Etatsuniens de plaider auprès de l'armée pour qu'elle épargne leurs villes. Quatre dirigeants Oneida ont rencontré le général Sullivan, mais celui-ci n'a pas voulu les écouter. Les armées étatsuniennes ont détruit 40 villes Haudenosaunce (Iroquois) et brûlé leurs récoltes tandis que les habitants fuyaient. À Chonodote, la ville des pêchers, l'armée a brûlé 1 500 pêchers".

Plus de 5.000 Iroquois ont dû se réfugier au Canada britannique, tandis que ceux restés en arrière n'ont pu résister au terrible hiver de 1779–1780. Ce raid par les forces du nouvel Etat – les Treize colonies qui ont donné naissance aux États-Unis d'Amérique – était en fait une réponse aux nombreuses attaques et massacres par les guerriers Iroquois – alliés aux loyalistes pro-britanniques – l'année précédente dans le nord de l'Etat de Pennsylvanie et le centre de celui de New York.

**L'occupation**

À leur tour, et plus fondamentalement, ces opérations avaient été provoquées par, selon l'historien et professeur étatsunien Colin G. Calloway, également spécialiste des questions amérindiennes, «Washington [qui] était tout au long de sa vie obsédé par l'obtention de terres indiennes, que ce soit pour lui-même ou pour sa nation, et lançait des politiques et des campagnes qui ont eu des effets dévastateurs pour les Indiens. La croissance de la nation [étatsunienne] exigeait la dépossession du peuple indien. Washington espérait que le processus se déroulerait sans effusion de sang et que les Indiens abandonneraient leurs terres pour un prix 'juste' et partiraient. Mais si les Indiens refusaient et résistaient, comme ils le faisaient souvent, il estimait qu'il n'avait d'autre choix que de les 'extirper' et que les expéditions qu'il envoyait pour détruire les villes indiennes étaient donc entièrement justifiées".

Les collaborateurs de Washington – qui, dix ans avant d'être nommé président, était alors le commandant en chef de la nouvelle armée étatsunienne – parlaient d'*»extirper ces chiens infernaux* [hell-hounds] *de la surface de la Terre»*. À l'époque on diabolisait déjà. «En utilisant la définition du génocide de l'ONU de 1948 et le cadre du colonialisme de peuplement, [Rhiannon Koehler] *examine l'effort à grande échelle des États-Unis pour anéantir les Haudenosaunee* [Iroquois]. *Elle soutient que leur destruction systématique faisait partie d'une initiative idéologique plus large par laquelle les dirigeants étatsuniens évitaient la diplomatie et préféraient nier l'autorité, la souveraineté et l'humanité des Iroquois"*.

Mais laissons parler les Indiens eux-mêmes, à commencer par Inshata-Theumba (Yeux Brillants), artiste, écrivaine et professeure de la tribu Omaha au Nebraska – extrait de son livre "The Indian Question" (1880) «Lorsque l'Indien, étant un homme et non un enfant ou une chose, ou simplement un animal, comme l'ont appelé certains dits civilisateurs, se bat pour sa propriété, sa liberté et sa vie, ils le traitent de sauvage. Lorsque les premiers colons de ce pays se sont battus pour leurs biens, leur liberté et leur vie, on les a appelé des héros. Lorsque l'Indien, en combattant cette grande nation, gagne une bataille, cela s'appelle un massacre. Lorsque cette grande nation gagne la lutte contre les Indiens, cela s'appelle victoire".

Peo Peo T'Olikt (L'Oiseau qui se pose) de la tribu Nimi'ipuu (Nez Percé) raconte l'attaque du 1er juillet 1877 contre le camp du chef Looking Glass

«Après le départ des soldats, nous sommes retournés dans nos maisons en ruines. Plusieurs tipis avaient été incendiés ou détruits. Beaucoup de choses avaient été emportées et de nombreux objets détruits ou gravement endommagés. Des seaux en laiton, toujours soigneusement gardés par les femmes, gisaient abimés, brisés... Les jardins en pleine croissance étaient piétinés et détruits. Presque tous nos chevaux avaient été pris et le bétail chassé".

Sunka-Luta, (Chien Rouge) des Oglala Lakota – partisan des négociations avec les États-Unis – extrait d'un discours prononcé le 16 juin 1870 à la Cooper Union à New York après la visite de la délégation Oglala Lakota à Washington D.C.

«Je n'ai que peu de mots à vous dire, mes amis. Quand le bon esprit nous a élevés, il nous a élevés auprès d'hommes bons pour leurs conseils et il vous a élevé auprès d'hommes bons pour leurs conseils. Mais les vôtres se détériorent tout le temps, tandis que les nôtres restent bons... Lorsque le Grand Père [le Président] a envoyé pour la première fois des hommes vers notre peuple, j'étais pauvre et maigre; maintenant je suis grand, corpulent et gras. C'est parce que tant de menteurs ont été envoyés là-bas et que j'ai été bourré de leurs mensonges".

**La délégation amérindienne des Oglala Lakota de 1870 à Washington D.C. pour négocier la paix avec les États-Unis, était dirigée par Sunka-Luta, (Chien Rouge) (au milieu) qui a dit: "lorsque le président [des Etats-Unis] a envoyé pour la première fois des hommes vers notre peuple, j'étais pauvre et maigre; maintenant je suis grand, corpulent et gras. C'est parce que tant de menteurs ont été envoyés là-bas et que j'ai été bourré de leurs mensonges".**

Déjà existaient les doubles standards, la cruauté et la propagande.

**Le peuplement de territoires occupés**

Ainsi que le raconte un troisième spécialiste des questions amérindiennes, Adam DJ Brett, doctorant de la Syracuse University, *«avec sa Campagne Terre brûlée Sullivan-Clinton, les soldats de Washington étaient payés avec des terres"*.

[Revisiting George Washington's assault on the Haudenosaunee 240 Years Later, Adam DJ Brett, https://indigenousvalues.org/revisiting-george-washingtons-assault-on-the-haudenosaunee-240-years-later/]

Selon Rhiannon Koehler, ces dirigeants militaires «ont ordonné à des centaines de soldats étatsuniens d'assurer la destruction totale de l'Iroquoia afin de laisser les terres étatsuniennes libres pour l'occupation par des colons».

Brett et de très nombreuses organisations de défense des Indiens s'élèvent contre ce récit des colons (settler narrative) qui se base sur la décision en 1823 de la Cour Suprême des Etats-Unis dans le cas de "Johnson v. McIntosh" – deux colons qui se disputaient les mêmes terres – instituant la "doctrine de la découverte" selon laquelle *«La découverte d'un territoire jusqu'alors inconnu des Européens a donné à la nation découvreuse un titre sur ce territoire contre toutes les autres nations européennes, et ce titre pouvait être complété par la possession»*. Ceci pour régler les disputes territoriales entre conquérants anglais et français.

À noter que le juge-en-chef, John Marshall «possédait d'importantes propriétés qui auraient été affectées si l'affaire avait

*suite à la page(16)*

*Suite de la page (15)*

été tranchée en faveur de Johnson», lequel avait acheté la terre conflictuelle à des Indiens tandis que McIntosh l'avait reçue comme une concession des Etats-Unis. Ainsi, c'est la conquête qui prenait précédence sur l'achat.

Pour établir leurs droits sur les terres, effectivement volées, les conquérants espagnols et portugais se reposaient plutôt sur des bulles papales, telle que celle du pape Nicolas V qui en 1452, a publié Dum Diversas, qui autorisait le roi Afonso V du Portugal à «soumettre les Sarrasins, les païens et tous autres incroyants et ennemis du Christ», et à «réduire leurs personnes à une servitude perpétuelle», à prendre leurs biens, y compris la terre, «pour les convertir, à vous, à votre usage et à vos successeurs les rois du Portugal", ou la bulle de 1455, Romanus Pontifex, de ce même pape «qui étendait l'autorité du Portugal à la conquête des terres des infidèles et des païens pour 'le salut de tous' afin de 'leurs âmes puissent être pardonnées…'». Et finalement, en 1493, la bulle Inter Caetera du pape Alexandre VI qui *"traça une ligne nord-sud à 100 lieues à l'ouest des îles du Cap-Vert et donna à la couronne espagnole les droits exclusifs de voyager et de commercer à l'ouest de cette ligne, et de 'mettre sous votre influence ledit continent et ses îles avec leurs résidents et habitants et pour les amener à la foi catholique'"*, le reste étant laissé à la sphère portugaise.

Adam Brett ainsi que Philip Arnold, professeur de religion à la Syracuse University et Sandra Bigtree, membre de la nation indienne Mohawk, lancent un appel: *"200 ans après sa décision, il est urgent de réexaminer le cas Johnson vs. M'Intosh en examinant ce que le juge-en-chef John Marshall a mis en branle et comment cela a toujours un impact négatif sur notre monde aujourd'hui"*… jusqu'au Moyen -Orient.

["Introduction to the 200 Years of Johnson v. M'Intosh: Law, Religion, and Native American Lands Series." March 10, 2023 https://canopyforum.org/2023/03/10/introduction-to-the-200-years-of-johnson-v-mintosh-law-religion-and-native-american-lands-series/]

*Suite de la page (12)*

pas nous chercher. Ne nous cherchez pas !

Que fait le gouvernement de Londres et que fait le président du Guyana ? Se moquer des médiateurs – du président Lula, se moquer du président de la CELAC, Ralph Gonsalves, se moquer de tous les pays de la Caricom… C'est ce qu'ils ont fait, se moquer d'eux, en menaçant le Venezuela avec un navire militaire, ce qui revient à rompre l'accord d'Argyle. Nous sommes actuellement dans une situation de turbulence. Nous savons y faire face, parce que nous ne sommes pas nés le jour des lâches, vois-tu Ramonet ? Je ne suis pas né le jour des lâches et je sais très bien, en tant que chef de l'État et commandant en chef des forces armées, ce que je dois faire pour défendre la dignité du Venezuela. Et ici, personne ne viendra nous menacer avec des navires de guerre. Ni aujourd'hui ni jamais. Nous ne sommes pas le Venezuela de 1902. Qu'on ne s'y trompe pas. Ne vous méprenez pas !

**« Avec les Etats-Unis, nous avons toujours cherché le dialogue, la compréhension, la coexistence »**

**IR :** Monsieur le Président, après les Accords de la Barbade avec l'opposition de droite extraparlementaire, l'administration Biden a été contrainte de suspendre une partie des sanctions contre le Venezuela. Quelles prochaines étapes prévoyez-vous sur la voie de la normalisation des relations avec les États-Unis ?

**NM :** Nous devons d'abord dire deux choses. Premièrement, j'ai encouragé le dialogue plus d'un millier de fois avec tous les secteurs de l'opposition. Y compris avec le secteur extrémiste de la tendance « Guaido », l'opposition d'extrême droite, qui est l'opposition privilégiée et préférée des États-Unis, l'opposition pro-états-unienne, « Pitiyanqui » comme on dit ici… et qui est réuni dans la Plateforme Unitaire, la PUV. J'ai favorisé ces dialogues et nous les maintenons en permanence, toujours et sans arrêt. Ce sont des dialogues publics qui sont connus. Mais lors de dialogues privés, je les ai tous rencontrés. En 2020, et en 2021. Ils m'ont dit du mal de Guaidó. Je leur ai dit : agissez, mais ils n'osaient pas.

Finalement, ils se débarrassent de Guaidó alors qu'il est déjà une figure politique en décomposition, Guaidó sent déjà très mauvais, les gringos l'emmènent hors du pays, ils l'emmènent à Miami, milliardaire comme il est, il a volé la moitié du monde, il a volé les gringos, il a volé l'opposition, il a volé tout le monde ; et ils l'ont destitué parce que son discrédit pour ce secteur de l'opposition devenait insoutenable. Mais nous avons toujours maintenu le dialogue avec eux. Même si des secteurs de cette opposition s'assoient pour discuter mais continuent de conspirer en secret, et continuent toujours à conspirer. Chercher à faire un coup d'État au Venezuela, chercher à me tuer, etc., etc. Mais je crois au dialogue, en permanence.

Deuxièmement avec les États-Unis. Le président Chávez a toujours cherché et m'a appris à rechercher le dialogue, la compréhension et la coexistence avec les États-Unis d'Amérique. Et c'est ce que nous avons toujours fait. Ce que le président Chávez a fait avec Bill Clinton. Avec George W. Bush à deux reprises, bien que Bush ait mené un coup d'État ici les 11, 12 et 13 avril 2002 ; c'est ce que l'on a cherché à faire avec Barack Obama, le premier Obama. Le deuxième Obama, avec qui j'ai dû traiter étant président, a émis le décret déclarant le Venezuela « ennemi des États-Unis« . Face à face, Obama m'a dit : « Maduro, c'était une erreur, je vais la corriger« . Il ne l'a pas corrigée. Je lui ai dit : « Obama, le problème ce n'est pas toi, le problème est celui qui viendra après toi, qui pourra utiliser ce décret pour nous menacer, nous sanctionner et nous envahir« . Et c'est ce qui s'est passé.

Avec Donald Trump, nous avons eu la relation que tout le monde connaît. Il a pris 930 mesures de sanctions contre le Venezuela. Il a mis ma tête à prix, cette tête que tu vois, ils l'ont mise à prix. Ils ont essayé de me tuer en 2018, le 4 août, depuis la Maison Blanche, ils ont essayé de me tuer. Le jour de l'attaque par drone, ils étaient réunis à la Maison Blanche, aujourd'hui la vérité est connue, et ils attendaient le résultat de l'attaque. Ils ont essayé de nous envahir à plusieurs reprises, ils ont formé des mercenaires de Colombie. Et pourtant, nous avons toujours cherché le dialogue et entretenu des liens de dialogue avec l'administration Trump, à tel point que nous avions presque conclu un échange pour libérer Alex Saab dans les derniers jours de Trump, avant les élections. Et quand Biden est arrivé, pareil. Nous avons toujours voulu un dialogue. Espérons qu'on progressera. Espérons-le. Nous avons fait de notre mieux pour établir une nouvelle ère dans les relations avec les États-Unis.

**IR :** Des étapes sont-elles prévues ?

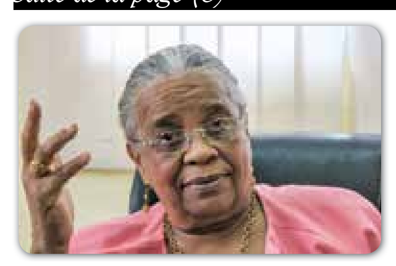
**NM :** Il y a des idées communes, il y a un chemin, une feuille de route établie. Mais on ne peut pas dire, Ramonet, que les États-Unis ont levé les sanctions contre le Venezuela. Au contraire, les sanctions sont toujours en place. Ce que les États-Unis ont accordé, ce sont des licences, comme si le Venezuela était une colonie états-unienne. Des licences, comme à l'époque de la Guipuzcoana Company, qui contrôlait entièrement ce pays et accordait des licences d'exportation et d'importation, n'est-ce pas ? À l'époque de ce qu'on appelait les créoles blancs, jusqu'à ce que les créoles blancs en aient assez de la Guipuzcoana Company et déclarent l'indépendance de toute l'Amérique. C'est à peu près ce qui s'est passé. Le modèle que les États-Unis ont l'intention d'appliquer est un modèle de type Compañía Guipuzcoana contre le Venezuela. Donner les licences.

Mais nous sommes fermes. Et nous le disons à tous les gouvernements d'Amérique latine, de la CELAC et du monde : le Venezuela exige la levée complète et permanente de toutes les sanctions illégales, immorales et criminelles qui pèsent sur l'économie et la société. Toutes. Et ce sera notre objectif.

Et nous ne nous reposerons pas, nous persévérerons comme nous l'avons toujours fait jusqu'à ce que nous l'atteignions. Et sur ce chemin, en regardant la boule de cristal, je pense que nous y parviendrons.

**A suivre**

*Suite de la page (8)*



**Mirlande H. Manigat, Présidente du HCT**

Premier ministre de répondre à ses adversaires, la cheffe de Core Group s'impose et en impose en envoyant tous les opposants du pouvoir réfléchir sur leur sort et leur avenir politique. Ce en quoi les dirigeants du Collectif du 30 janvier lui répondent clairement par leur note du 18 janvier 2024 *« Les partis signataires Collectif du 30 janvier GREH LAPEH, MOPOD, OPL, PITIT DESSALINES, PHTK, UNIR, appellent à une solution respectueuse de la Constitution de 1987, mettant l'accent sur la restauration des institutions républicaines. Le Collectif du 30 janvier rappelle qu'au terme de l'article 20 de l'Accord du 21 décembre 2022, la période intérimaire couverte par le Premier ministre de fait Ariel Henry prend fin le 7 février 2024. Pour combler la vacance consécutive au départ de M. Henry, il est impératif de mettre en place un Exécutif conforme à l'esprit de la Constitution de 1987 et qui sera chargé de restaurer les institutions républicaines et de remplacer le personnel politique par des élections inclusives et crédibles. »*

A bien analyser le discours de Mme Maria Isabel Salvador et le soutien sans condition qu'elle apporte au Premier ministre Ariel Henry, on peut traduire ainsi sa pensée : tant que les conditions ne sont pas réunies, il n'y aura point de scrutins en Haïti. Pire, le chef du Gouvernement peut espérer rester *ad vitam aeternam* à la tête du pays sans crainte, le temps que ces éventuelles conditions soient réunies. D'après elle « *Une majorité d'acteurs doivent s'engager dans des négociations constructives et significatives pour sortir de l'impasse politique actuelle et avancer vers la tenue d'élections inclusives, crédibles et participatives dès que les conditions de sécurité le permettront.* »

En fait, c'est une fin de non-recevoir que la cheffe du Core Group envoie aux oppositions qui espéraient, avec leurs propositions, entrouvrir une brèche au pouvoir sans partage d'Ariel Henry en lui collant sur le dos cette fameuse date du 7 février 2024 comme l'ultime concession politique. En prenant la défense d'un pouvoir qui a fait preuve de son incapacité à trouver un second souffle depuis plus de deux ans passés à la tête du pays, cette branche de la Communauté internationale démontre avec cynisme qu'elle n'a pas entendu les cris de détresse et de lamentation d'un peuple aux abois. Bizarrement, la cheffe du BINUH a repris à son compte les déclarations de l'un des plus fidèles alliés du régime de Transition, Me André Michel du Secteur Démocratique et Populaire qui, en guise de réponse au Groupe de Montana et aux protagonistes sur la date du 7 février 2024, eut à déclarer « *Le Premier ministre a.i. Ariel Henry n'a pas besoin d'un nouvel Accord politique pour rester au Pouvoir après 7 Février 2024. Il a besoin d'une entente pour organiser les élections et transmettre le Pouvoir à des élus choisis par la population.* »

Il est loin le temps où, Me André Michel, « avoka Pèp la ! », qui fut le porte étendard de l'ancienne opposition sous l'administration de Jovenel Moïse, menaçait d'incendier Haïti si celui-ci persistait à rester au pouvoir jusqu'au 7 février 2022, date de la fin de son mandat constitutionnel. Aujourd'hui, étant au pouvoir par Ariel Henry interposé, il n'a aucun scrupule pour se maintenir au pouvoir à vie même si aucun des deux n'a jamais été élu par aucun haïtien. Mieux, André Michel et ses amis du SDP n'ont aucun état d'âme pour garder le pouvoir tant que les conditions pour le transmettre à des élus ne sont pas réunies. Que cela prenne 5, 10 ou 20 ans, la démocratie représentative peut toujours attendre. Sauf que, pour qu'il y ait une dynamique électorale, des élections démocratiques ou non, il faudrait bien que Mme Maria Isabel Salvador, Dr Ariel Henry et Me André Michel et ses amis créent les conditions pour ces scrutins et aussi définissent une perspective et un agenda. Un mandat de fin de mission en somme à la tête du pays !

**C.C.**

# Pourquoi les États-Unis prêtent une attention particulière à la campagne électorale en Indonésie ?



Des élections aux enjeux différents prévues cette année en Indonésie

Par Alexandre Lemoine

En Indonésie, troisième plus grande démocratie du monde en termes de population, avec plus de 270 millions d'habitants, 205 millions de citoyens se rendront aux urnes le 14 février 2024.

L'élection présidentielle se déroulera simultanément avec les élections législatives à la Chambre des représentants, au Sénat et aux conseils législatifs locaux à travers l'Indonésie. Le président en exercice Joko Widodo n'a pas le droit de se présenter pour un troisième mandat en raison des restrictions établies par la Constitution indonésienne.

Une lutte très dure est attendue entre les candidats : Prabowo Subianto (Parti du mouvement de la grande Indonésie, actuel ministre de la Défense), Ganjar Pranowo (ancien gouverneur de Java central, membre du parti actuellement au pouvoir, le Parti démocratique indonésien de lutte (PDI-P), ancien gouverneur de Jakarta) et le politicien pro-occidental Anies Baswedan, impliqué dans la fourniture d'armes aux combattants papous en Nouvelle-Guinée.

Afin de profiter de la popularité du président actuel, Prabowo Subianto a choisi le fils aîné du président en exercice Joko Widodo, Gibran Rakabuming Raka, 36 ans, maire de Surakarta, comme candidat à la vice-présidence dans le cadre d'une campagne électorale conjointe. Il a pu le faire uniquement après une décision de la Cour constitutionnelle, autorisant la participation de candidats de moins de 40 ans à condition qu'ils aient une expérience de travail à des postes gouvernementaux.

Selon les sondages, Subianto a toujours le plus grand nombre de voix et bénéficiera apparemment du soutien de Joko Widodo. Selon la société Lembaga Survei Indonesia, Subianto recevra 34% des voix, suivi de Pranowo avec 30% des voix et enfin Baswedan avec 22%. Cependant, il semble que le facteur décisif de la victoire soit le soutien du président Joko Widodo.

**Positions des candidats**

Prabowo Subianto est connu du public occidental pour avoir présenté en juin 2023 un plan de paix pour régler le conflit en Ukraine. Ce plan prévoyait d'abord un cessez-le-feu, puis la création d'une zone démilitarisée de 15 kilomètres et le déploiement de forces de maintien de la paix de l'ONU le long de la ligne de contact. De plus, l'ONU devait organiser un référendum sur les territoires contestés : mais le programme ne précise pas exactement lesquels.

Les experts affirment que si son rival Ganjar Pranowo gagne, le chemin parcouru par le président Widodo, au pouvoir depuis 9 ans, continuera. Pranowo aimerait voir une Indonésie forte, souveraine et insoumise à l'influence étrangère. Il est également connu pour sa position critique à l'égard d'Israël.

Enfin, Anies Baswedan, qui est sympathisant de l'Occident, pourrait conduire l'Indonésie dans la sphère d'influence du Dialogue quadrilatéral sur la sécurité dans la région Asie-Pacifique, Quad. Les États-Unis aimeraient que Jakarta devienne partenaire de ce groupe, auquel appartiennent l'Australie, l'Inde et le Japon.

AUKUS, un pacte de sécurité trilatéral comprenant les États-Unis, l'Australie et le Royaume-Uni, soutient également l'Indonésie. Les États-Unis tentent de «séduire» l'Indonésie des deux côtés pour qu'elle se range de leur côté afin de contenir ou plutôt endiguer la Chine dans sa propre région.

**Observateur Continental 8 Novembre 2023**

# Gustavo Petro le président colombien humilie la France devant le monde

Par Tyler

Le président colombien Gustavo Petro a tenu à lancer une pique au président de la république française Emmanuel Macron lors de la réunion annuelle du forum économique mondial à Davos le mardi 16 janvier 2024. *«La devise Liberté, Egalité, Fraternité qu'a créée la révolution française n'a désormais plus sa place à Paris mais en Afrique du Sud. C'est cela, la nouvelle réalité».*




Gustavo Petro

*«Si vous regardez les derniers votes à l'ONU sur la question palestinienne, vous constatez une scission. En observant les votes européens, à quelques exceptions près, et ceux des États-Unis et d'Israël, nous voyons qu'ils dessinent un axe, qui est, qu'on le veuille ou non, pro-génocide et anti-démocratique. Donc à l'opposé de ce qui, pendant des décennies, a été perçu dans la politique mondiale comme l'axe de la démocratie»*, a ajouté le président colombien.

# Colombie : La sénatrice Piedad Córdoba est décédée à Medellín




Piedad Córdoba, sénatrice de la République

*La clinique Conquistadores de Medellín a confirmé que la femme politique de 69 ans est décédée ce samedi 20 janvier. C'est sa trajectoire.*

La sénatrice Piedad Córdoba, qui dans la législature actuelle faisait partie du Pacte historique, est décédée ce samedi 20 janvier à Medellín. Cela a été confirmé par la clinique Conquistadores de la capitale d'Antioquia. Elle est l'une des personnalités politiques ayant la plus longue carrière dans l'histoire de la législature colombienne et l'une des représentantes du Parti libéral ayant délibéré le plus longtemps au Congrès.

De même, Piedad Córdoba est reconnue pour son travail dans la libération des policiers kidnappés par les FARC, disparues. Sans compter les divers ennuis judiciaires dans lesquels elle s'est retrouvée plongée en raison de sa proximité avec la guérilla, ce qui lui a même valu un procès ouvert devant la Cour suprême de justice.

Selon les informations connues de Noticias Caracol, les gardes du corps du sénateur l'ont trouvée ce matin dans son appartement de la capitale d'Antioquia avec des problèmes de santé et, immédiatement, elle a été transférée dans une clinique de santé. La clinique des Conquistadores a ajouté qu'elle était arrivée sans signes vitaux et que, même si une réanimation cardio-pulmonaire avait été tentée, la manœuvre médicale n'avait eu aucun effet.

Ce journal a pu confirmer qu'en outre, hier soir, le 19 janvier, elle a terminé sa journée de travail sans complications avec son équipe. Cependant, jusqu'à présent, les versions suggèrent qu'elle a subi une crise cardiaque.

Le président Gustavo Petro, à travers son compte X, anciennement Twitter, a déploré ce fait : « En tant que membre du Congrès, je l'ai rencontrée et en tant que sénateur, elle est décédée. « Un vrai libéral est mort », a-t-il déclaré.

Piedad Córdoba était conseillère, députée, représentante à la Chambre et sénatrice de la République. La majeure partie de sa carrière s'est déroulée au sein du Parti libéral, parti politique dont elle a été membre des années 80 jusqu'en 2010. Elle était avocate de profession et spécialiste en droit du travail et des organisations ainsi qu'en opinion publique et marketing.

Congresso Visible*, de l'Université des Andes, a compilé son parcours dans une biographie du service public. Córdoba a commencé sa carrière professionnelle en 1984, lorsqu'elle a été embauchée au Bureau du contrôleur municipal de Medellín. En 1988, elle obtient son premier poste électif, lorsqu'elle est élue conseillère. En peu de temps, il atteint un poste au Conseil de Medellín. *« En 1994, William Jaramillo (le père politique de Córdoba, issu de l'aile libérale) a annoncé qu'il ne se représenterait pas comme sénateur, et Piedad Córdoba est devenue l'héritière de son courant politique, étant élue sénateur de la République pour la première fois pour la période 1994-1998 »*, lit-on dans la biographie.

Parmi ses principaux engagements figuraient la défense des projets d'égalité des sexes, la visibilité des minorités ethniques et la négociation de solutions au conflit armé. C'est précisément pour cette dernière raison qu'elle a été reconnue comme une voix active de l'État colombien, ce qui l'a amenée à être kidnappée par les Forces d'autodéfense de Carlos Castaño en 1999. Son travail législatif l'a amenée à occuper la présidence de la Direction nationale libérale en 2003. .

En 2007, Córdoba a été désignée par le gouvernement du président Álvaro Uribe comme médiateur pour obtenir la libération des personnes kidnappées par les FARC. Il a été reconnu, entre autres résultats, pour son association avec l'ancien président vénézuélien Hugo Chávez en faveur de la liberté des hommes politiques, de la police et de l'armée.

C'est précisément en raison de sa participation à ces processus de négociation que Cordoue a été pointée du doigt dans les procédures judiciaires. Par exemple, l'un de ses conseillers, Andrés Vásquez, a avoué au parquet que la sénatrice était connue sous le pseudonyme de « Teodora » et qu'« elle aurait profité politiquement de la remise des personnes kidnappées au point d'obtenir la libération d'Íngrid Betancourt » et les trois entrepreneurs américains seront retardés. Le tout dans le but d'accéder à la présidence de la République.

Devant la Cour suprême de justice, Piedad Córdoba faisait l'objet d'enquêtes en cours liées à la politique des Farc et même à l'enrichissement illicite, comme l'a fait savoir la juge Cristina Lombana à la fin de l'année dernière. La même période au cours de laquelle son frère, Álvaro Córdoba, a reconnu sa culpabilité pour trafic de drogue aux États-Unis.

* Programme du Département de Science Politique de l'Université des Andes qui surveille le Congrès de la République.

**El Espectador 20 janvier 2024**

# Lettre ouverte à Alix Coicou !

Cher ami,

Ton étoile a mis soixante-dix ans à apparaître dans la galaxie des grands. Pendant tout ce temps, comme une voix endormie, tu as vécu les bras croisés. Maintenant que tu les ouvres, on voit tes mains généreuses bercer la passion de la vie, tes index comme dirais-je: "j´accuse", dénonçant des politiciens maléfiques, condamnant le comportement inacceptable de quelques psychiatres au service du national-socialisme durant la Seconde Guerre mondiale. Je me souviens d´avoir lu un de tes articles, dans lequel tu mettais en relief certaines erreurs commises sous le régime de Franco, qui ont fait craindre à plus d´un de nos amis ce qui pourrait arriver, étant donné la montée de l´extrême droite ici. Mais qui ne risque pas sa vie pour un "bell somni".Ton beau rêve, c´est de diffuser, de faire connaître des personnages aussi intéressants qu´inconnus, tel est le cas de Sankara, de Bishop.

Je dois souligner que nous passions parfois de nombreuses heures à jouer aux cartes, à parler de choses insignifiantes, mais le lendemain tu nous surprends avec un article qui invite à la réflexion, comme par exemple: Le Club des cancéreux. Cela semble être un titre morbide, mais dans ce contexte tu as exprimé ton empathie avec les gens qui souffrent de cancer et leurs familles. Depuis mon point de vue, c´est une invitation à la vie. Je mets un accent particulier sur cet article parce que tu y as soulevé l´éternel problème de l´homme face à la mort. Nous avons tous peur de mourir. Je pense maintenant à un beau poème d´amour, "Rondel", écrit par François Villon au XVe siècle. Le poète a eu le courage de demander à la mort, suite au décès de sa bien-aimée: "mais que te nuit soit-elle en vie"? La mort fait de "l´homme une passion inutile" selon Sartre. La réalité, c´est qu´elle est toujours présente et observe jalousement. Tu as vaincu le cancer à deux reprises. Félicitations! S´il te plaît, ne rivalise plus avec lui. Deux victoires suffisent. Tes lecteurs et tes amis ont le droit de continuer à te lire dans les médias suivants: El Correo de Andalucía (Espagne), Diario de Sevilla (Espagne), La Estrella de Panamá (Panama), Haïti Liberté (États-Unis), Haïti en marche (États- Unis), Le Nouvelliste (Haïti).



Alix Coicou

J´espère que tu continueras à être aussi brillant, que ta promenade dans la littérature ne sera pas de courte durée. Merci de m´avoir dédicacé ton livre "Reflexiones de un psiquiatra haitiano" (Réflexions d´un psychiatre haïtien), j´attends une autre dédicace.

Affectueusement
Enrique Alexis Gutiérrez
Dos Hermanas, (Séville-Espagne),
8 janvier 2024

# Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

**Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com**

**HEALTH**

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 888-514-3044

**HEALTH**

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-598-5898

**HEALTH**

VIAGRA and CIALIS USERS! 50 Pills SPECIAL $99.00 FREE Shipping! 100% guaranteed. CALL NOW! 855-413-9574

**HELP WANTED**

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

**HELP WANTED**

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

**HOME IMPROVEMENT**

BATH & SHOWER UPDATES in as little as ONE DAY! Affordable prices - No payments for 18 months! Lifetime warranty & professional installs. Senior & Military Discounts available. Call: 866-393-3636

**HOME IMPROVEMENT**

AGING ROOF? NEW HOMEOWNER? STORM DAMAGE? You need a local expert provider that proudly stands behind their work. Fast, free estimate. Financing available. Call 1-888-920-9937

**MISCELLANEOUS**

DIRECTV Sports Pack – 3 Months on Us! Watch pro and college sports LIVE. Plus over 40 regional and specialty networks included. NFL, College Football, MLB, NBA, NHL, Golf and more. Some restrictions apply. Call DIRECTV 1-888-534-6918

**TRAVEL SERVICES**

SAVE ON YOUR TRAVEL PLANS! Up to 75% More than 500 AIRLINES and 300,000 HOTELS across the world. Let us do the research for you for FREE! Call: 877 988 7277.

# Equateur : 136 otages libérés après avoir été retenus une semaine dans des prisons par des mutins



**Des otages libérés dans la nuit du 13 au 14 janvier de la prison de Machala**

*Après une semaine de calvaire, tous les otages, soit 136 personnes, qui restaient retenus par des mutins dans les prisons équatoriennes ont été libérés dans la nuit du 13 au 14 janvier, a annoncé l'administration pénitentiaire.*

«Cette nuit, les protocoles de sécurité et l'action conjointe de la police et de l'armée nationale ont permis la libération de tous les otages qui étaient retenus dans différentes prisons du pays», a indiqué ce 14 janvier l'administration pénitentiaire équatorienne dans un communiqué.

«Félicitations au travail patriotique, professionnel et courageux des forces armées, de la police nationale et du SNAI (...) pour avoir obtenu la libération des gardiens et du personnel administratif détenus dans les centres de détention d'Azuay, Cañar, Esmeraldas, Cotopaxi, Tungurahua, El Oro et Loja», a réagi dans la foulée sur le réseau X (anciennement Twitter) le président Daniel Noboa.

Selon la police, ce sont 46 gardiens et un fonctionnaire qui ont été libérés de la prison de Cotopaxi (centre), 13 de la prison de Tungurahua (centre), et 15 autres de la prison d'El Oro (sud-ouest), où a été retrouvé le corps sans vie d'un fonctionnaire. Les images diffusées par la police ont montré les gardiens, parmi lesquels de nombreuses femmes, en pleurs, épuisés et soutenus par leurs collègues peu après leur libération.

«Grâce à Dieu, nous nous en sommes tous bien sortis. Nous sommes en bonne santé. En espérant que ce sera un grand pas pour le pays sur le chemin de la paix», ont déclaré dans une autre vidéo sur les réseaux sociaux les otages libérés de Cotopaxi, brandissant un drapeau équatorien. Depuis une semaine que durait leur détention, les otages, sous la menace des mutins armés de couteaux ou d'armes à feu, appelaient régulièrement les autorités à l'aide et à la retenue, selon les vidéos diffusées régulièrement sur les réseaux. Au moins deux d'entre eux, dont un a été pendu, ont été exécutés par les mutins, selon des images atroces.

**Médiation de l'Eglise catholique**

Ce sont près de 175 personnes, gardiens et fonctionnaires de l'administration pénitentiaire, qui ont été pris en otage en fin de semaine dernière. Une quarantaine d'entre eux avaient été libérés le 13 janvier dans la journée, les autorités évoquant une médiation de l'Eglise catholique.

Tout au long de ces prises d'otage, l'administration pénitentiaire (SNAI) a donné très peu de détails, les forces de sécurité affrontant les prisonniers mutins dans certains pénitenciers et négociant dans d'autres.

L'annonce de l'évasion le 7 janvier du pénitencier de Guayaquil (sud-ouest) du redouté chef du gang des Choneros Adolfo Macias, alias «Fito», a provoqué une vague de mutineries avec prises d'otages dans au moins cinq prisons, des attaques contre les forces de l'ordre et d'autres actes visant à semer la terreur. Au moins 19 personnes ont été tuées, selon le dernier bilan officiel actualisé.

Le jeune président Daniel Noboa a décrété l'état d'urgence et ordonné à l'armée de neutraliser ces bandes criminelles, désormais considérées comme «terroristes». Plus de 22 400 militaires ont été déployés, avec des patrouilles terrestres, aériennes et maritimes. Des perquisitions et des opérations à tout va ont été menées dans les prisons, tandis qu'un couvre-feu a été imposé. Après un vent de panique dans tout le pays provoqué par l'attaque en direct le 9 janvier des studios d'une TV publique à Guayaquil, grand port sur la côte sud-ouest et épicentre de la violence des narcos, la situation est revenue à une relative normalité. L'activité a repris quasi normalement de jour, à Guayaquil comme à Quito, même si les Equatoriens rentrent rapidement se mettre en sécurité chez eux en fin d'après-midi. Autrefois un havre de paix, l'Equateur est devenu ces dernières années le centre d'expédition de la cocaïne produite chez les voisins colombien et péruvien.

Les narcotrafiquants ont peu à peu imposé leur loi dans le pays, livré à la violence des bandes criminelles. Les prisons équatoriennes, surpeuplées et mises en coupe réglée par les gangs, sont notamment le théâtre régulier de massacres entre ces bandes rivales: Choneros (ceux de Chone, ville de l'ouest du pays), Tiguerones (Tigres), Lobos (Loups) et autres Aguilas (Aigles).

Daniel Noboa, 36 ans, a été élu en novembre dernier plus jeune président de l'histoire du pays sur la promesse de rétablir la sécurité. Son prédécesseur, le conservateur Guillermo Lasso, a été confronté à plusieurs crises de violences dans les prisons et a décrété l'état d'urgence plusieurs fois, sans parvenir à reprendre le contrôle de la situation, et plus généralement à endiguer le narcotrafic, lié à la corruption, qui gangrène le pays.

**RT 14 janvier 2024**